

LUTTE DE CLASSE

Union Communiste Internationaliste (trotskyste)

La « gauche », de déchéance en déchéance

- **Europe de Schengen : le retour des frontières intérieures**
- **Espagne : après une année d'élections**
- **Grande-Bretagne : la loi antigrevé de Cameron**
- **États-Unis : une classe capitaliste parasitaire**
- **Les puissances impérialistes face au chaos libyen**

Le Premier ministre, Manuel Valls,
et le patron du Medef, Pierre Gattaz.

Au sommaire de ce numéro

Face à la déchéance de la « gauche », défendre les idées communistes révolutionnaires	1
Europe de Schengen : le retour des murs, des barbelés et des frontières intérieures	7
Espagne : après une année d'élections, revenir aux mobilisations sociales et ouvrières	12
Grande-Bretagne : la loi antigrevé de Cameron	17
États-Unis : une classe capitaliste de plus en plus parasitaire	23
Les puissances impérialistes face au chaos libyen	29

Abonnements

Pour un an

- France, Outre-mer 15 €
- Outre-mer, par avion 17 €
- Union européenne de l'ouest et Suisse 21 €
- Amérique du Nord, Proche et Moyen-Orient, Asie 22 €
- Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie 24 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 24 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR

La « gauche », de déchéance en déchéance



- Europe de Schengen : le retour des frontières intérieures
- Espagne : après une année d'élections
- Grande-Bretagne : la loi antigrevé de Cameron
- États-Unis : une classe capitaliste parasitaire
- Les puissances impérialistes face au chaos libyen

Correspondance

Lutte ouvrière BP 233 - 75865
Paris Cedex 18

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union

communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail

contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers



Face à la déchéance de la « gauche », défendre les idées communistes révolutionnaires

En proposant d'inscrire dans la Constitution la déchéance de la nationalité pour des binationaux nés Français et condamnés pour des crimes « contre la vie de la nation, dont les crimes terroristes », Hollande et Valls ont choisi de donner de nouveaux gages à la droite. Cette mesure, puisée directement dans le programme du Front national, défendue par Sarkozy et les plus droitiers des députés Les Républicains (LR) mais sans qu'ils n'aient osé l'instaurer quand ils étaient au pouvoir, provoque des remous dans le PS, dans la majorité parlementaire et jusqu'au sein du gouvernement. Christiane Taubira, ministre de la Justice, qui avait cru pouvoir annoncer publiquement que le gouvernement renonçait à inscrire cette mesure dans la loi, a dû manger son chapeau. Après plus d'un mois de tergiversations, elle s'est finalement résolue à démissionner. D'Ayrault, ex-Premier ministre de Hollande, à Martine Aubry ou Julien Dray, des cadres du PS se sont démarqués, au-delà des habituels frondeurs.

Une telle mesure, que tout le monde, y compris ses promoteurs, qualifie de symbolique parce qu'elle ne dissuadera évidemment aucun djihadiste de se faire sauter au milieu d'une foule, symbolise avant tout la main tendue par Hollande et Valls aux électeurs de droite.

Parce qu'elle stigmatise les quelque 3,5 millions de binationaux, assimilés ainsi à des terroristes en puissance, parce qu'elle apporte sa petite couche supplémentaire de crasse raciste et xénophobe, qu'elle rappelle le régime de Pétain qui mit en œuvre une telle déchéance, en particulier contre les Juifs et des militants communistes d'origine étrangère, cette loi heurte nombre de sympathisants du PS et le milieu humaniste qui en est proche. Même parmi ceux qui ne trouvent rien à redire à la politique économique patronale du gouvernement depuis plus de trois ans, parmi ceux qui ont justifié les lois

Macron, Rebsamen et autres attaques contre les travailleurs, cette loi sur la déchéance de la nationalité passe mal.

NOUVEAU TOURNANT DROITIER DE HOLLANDE ET VALLS

En persistant à l'imposer coûte que coûte, Hollande confirme le virage pris au lendemain des attentats de novembre et des élections régionales : mettre en place un front droite-gauche, sur le terrain politique et idéologique de la droite, sur lequel il espère s'appuyer pour être réélu en 2017 face à Marine Le Pen. D'un côté, le Front national, en pleine ascension et ayant mis un terme au bipartisme politique dans le pays, siphonne un nombre croissant d'électeurs de la droite, empêchant le parti de Sarkozy de se refaire une santé dans l'opposition et provoquant des remous au sein de LR. De

l'autre côté, la « gauche de la gauche », des écologistes aux diverses composantes du Front de gauche, en particulier le Parti communiste, subit la même déconsidération que le PS au pouvoir. Assimilés à juste raison à la gauche gouvernementale pour leurs participations ministérielles, leurs alliances ou leurs appels systématiques à voter pour le PS au second tour, ces partis sont incapables de récupérer les voix des classes populaires. Leurs appels pathétiques à Hollande pour qu'il fasse une vraie politique de gauche ne convainquent pas plus les électeurs qu'ils ne font ciller Hollande.

Conscients que la politique violemment antiouvrière qu'ils mènent au pouvoir a aliéné au PS une large fraction de l'électorat ouvrier et que leurs alliés habituels ne réussiront plus à les ramener vers eux, Hollande et Valls en tirent les conséquences en se tournant vers les électeurs du centre et de la droite.

DÉCHÉANCE DE NATIONALITÉ



La petite cuisine politicienne de ces deux personnages coïncide avec une évolution plus profonde du PS. Valls le répète avec constance depuis des années. En 2007, quand le PS semblait pour longtemps dans l'opposition il déclarait: «Une grande partie des idées de gauche se sont épuisées. Pour que le PS retrouve une crédibilité, il doit être porteur d'un projet vraiment différent.» Revenu au pouvoir, il persistait, déclarant en 2014: «Il faut se régénérer. Il faut changer de méthode. Il faut changer de direction. Il faut changer de génération. Il faut changer de nom» car «le mot socialisme ne veut plus rien dire». Ou encore: «Il faut en finir avec la gauche pas-séiste (...) hantée par son sur-moi marxiste et par le souvenir des Trente Glorieuses.» Ses modèles sont depuis longtemps le Britannique Tony Blair ou l'Allemand Gerhard Schröder, qui ont non seulement conduit dans la décennie précédente les réformes économiques exigées par la bourgeoisie de leur pays respectif mais qui ont réussi en plus à couper un peu plus leurs partis de leurs lointaines racines ouvrières.

En quelque sorte, Hollande et Valls pourraient profiter des circonstances politiques –l'émotion suscitée par les attentats, l'ascension électorale du Front national et la progression des idées réactionnaires dans le pays– pour accélérer l'évolution du PS vers une sorte de parti démocrate à l'italienne, sinon à l'américaine. En Italie, le Parti démocrate actuellement au pouvoir s'est formé, après moult péripéties depuis vingt-cinq ans, sur les débris du Parti communiste italien (PCI) et de l'aile gauche de la Démocratie chrétienne. Pendant des décennies, la bourgeoisie italienne avait tenu le PCI à l'écart du gouvernement central malgré son poids électoral dans les classes populaires, malgré ses milliers de notables à la tête de grandes villes ou de régions entières. Même si les députés du PCI ont apporté leur soutien à nombre de lois favorables à la bourgeoisie, cet ostracisme entraîna une instabilité politique permanente. La formation du Parti démocrate a permis la mise en place d'une alternance politique entre deux partis bourgeois, l'un de droite et l'autre de gauche.

En France, jusqu'à l'irruption persistante du FN, cette alternance a bien fonctionné entre la droite héritière du gaullisme flanqué des centristes et le Parti socialiste ressuscité par la grâce du Parti communiste à travers l'Union de la gauche, deux partis qui avaient réglé son sort à leur surmoi marxiste depuis bien longtemps.

UNE ALTERNANCE BIEN RODÉE AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE

Depuis quarante ans, la droite et la gauche alternent au pouvoir, dans un contexte de crise générale du capitalisme qui se traduit par un chômage toujours plus massif et une financiarisation croissante de l'économie. L'un après l'autre, le suivant complétant le travail entamé par le précédent, les gouvernements de droite ou de gauche, sous Giscard, Mitterrand, Chirac, Sarkozy ou Hollande, ont facilité et accompagné les plans massifs de suppressions d'emplois. Ils ont aidé la bourgeoisie à retirer ses capitaux des secteurs devenus moins rentables pour les réorienter vers la finance ou d'autres secteurs économiques. Ils ont mis en œuvre la dérégulation dans tous les domaines où la bourgeoisie l'exigeait, privatisé les industries et les services qu'elle réclamait. Ils ont financé le patronat à fonds perdus avec l'argent de l'État, accordant subventions, exonérations et cadeaux de toutes sortes aux entreprises au détriment des services publics utiles à la population. Étape après étape, ils ont dégradé les conditions d'accès à la retraite, prolongeant la durée de cotisation et réduisant le montant des pensions. Ils ont dégradé les conditions d'accès aux soins et les remboursements médicaux. En attaquant le Code du travail, en facilitant les accords d'entreprise au détriment de la loi

générale, en remettant en cause le CDI ou en promouvant le travail du dimanche, Hollande, Valls et Macron poursuivent, en l'accélégrant, la tâche de leurs prédécesseurs. Mais ils sont allés jusqu'à reprendre à leur tour le langage patronal.

La gauche gouvernementale ne mena pas seulement une politique propatronale : pour diviser les travailleurs et désigner des boucs émissaires, elle n'hésita pas à faire preuve, elle aussi, de démagogie contre les immigrés. Mitterrand avait promis le droit de vote aux élections locales aux étrangers travaillant en France, promesse qui ne fut jamais tenue. Au lieu de quoi Fabius, Premier ministre en 1984, affirma hypocritement que le FN donnait de mauvaises réponses mais posait « *de bonnes questions* ». En 1989, Rocard, Premier ministre, lança sa fameuse phrase : « *La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde.* » Édith Cresson, qui lui succéda à Matignon en 1991-1992, renvoya les sans-papiers dans des charters, ironisant : « *Ce sera totalement gratuit et ce ne sera pas pour des vacances.* » Elle interdit aux demandeurs d'asile de travailler et instaura des zones de transit, précurseurs des centres de rétention. Finalement Valls, avec ses déclarations xénophobes contre les Roms accusés « *de ne pas souhaiter s'intégrer en France* » ou les migrants économiques « *qui ont vocation à retourner dans leur pays* », n'a fait que pousser le curseur un peu plus loin. Sur le terrain sécuritaire et sociétal, comme sur celui de l'économie, la gauche et la droite ont fini par adopter le même langage.

Quant à la politique étrangère, c'est un terrain sur lequel la gauche ne s'est jamais autorisé la moindre divergence avec la droite, pas même dans le langage : pour défendre les intérêts des grands groupes français partout dans le monde, la

gauche au pouvoir n'hésita jamais à déployer tous les moyens commerciaux, diplomatiques ou militaires. La Françafrique héritée de la période gaulliste fut poursuivie sous Mitterrand puis ses successeurs. Les présidents de la République successifs déclenchèrent des interventions militaires chaque fois que les intérêts des capitalistes français l'exigèrent.

LE PS, AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE DEPUIS UN SIÈCLE

La profonde loyauté des dirigeants du Parti socialiste vis-à-vis de la bourgeoisie n'est évidemment ni surprenante ni nouvelle. Depuis le soutien apporté en août 1914 à leurs bourgeoisies respectives par les partis socialistes de toute l'Europe pour jeter les travailleurs dans les tranchées de la Première Guerre mondiale impérialiste, la SFIO et ses homologues européens sont passés dans le camp de la bourgeoisie. C'est ce qu'exprima Rosa Luxemburg dès 1916 en qualifiant la social-démocratie de cadavre puant. Par la suite, de Léon Blum à Hollande, en passant Jules Moch, Mendès-France ou Mitterrand, les socialistes au pouvoir ont toujours mené la politique exigée par la bourgeoisie, dussent-ils perdre les élections voire se suicider politiquement pour plusieurs décennies comme le fit la SFIO de Guy Mollet entre 1956 et 1958 en intensifiant la guerre d'Algérie et donnant les pleins pouvoirs à l'armée, y compris le recours à la torture.

Mais si les partis socialistes sont morts depuis un siècle comme représentants des intérêts des travailleurs, ils n'en continuèrent pas moins d'avoir du crédit et de l'influence dans les rangs ouvriers. Ils conserveraient, ne serait-ce que dans leur nom, des traces de leurs racines ouvrières. Les dirigeants socialistes avaient besoin de

cette influence pour se faire élire par les classes populaires. Et la bourgeoisie a eu besoin de ce crédit, soit pour canaliser et enrayer la combativité de la classe ouvrière quand elle menaçait son pouvoir ou exigeait des améliorations de son niveau de vie, soit pour faire accepter aux travailleurs les sacrifices que la crise exigeait pour maintenir ses profits. Ces deux nécessités obligèrent longtemps les dirigeants socialistes à conserver un langage et des références qui pouvaient faire illusion auprès des travailleurs. Tout en menant la pire politique au service de la bourgeoisie, ils veillaient à l'habiller avec des discours sociaux.

LA COMPLICITÉ ET LES RESPONSABILITÉS DU PARTI COMMUNISTE

Le Parti socialiste trouva, dès 1936 et le Front populaire, le soutien du Parti communiste français pour désarmer politiquement la classe ouvrière. Et, en dépit des divers changements de politique du PCF sous l'égide de Moscou ou en fonction des intérêts de son appareil, et malgré la période de la guerre froide où le PCF fut largement ostracisé, les deux partis nés au sein du mouvement ouvrier ne cessèrent de tromper les classes populaires et sauvèrent les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie à chaque fois qu'ils étaient menacés.

Si le PCF ne réussit pas à récupérer les voix perdues par le Parti socialiste au pouvoir, malgré son actuelle opposition à Hollande, c'est qu'il a perdu toute sa crédibilité avec l'Union de la gauche au pouvoir. Pour les mêmes raisons, malgré les gesticulations d'un Mélenchon, le Front de gauche ne sera pas en France ce que Syriza est en Grèce ou Podemos en Espagne.

Si le PS put revenir au pouvoir en 1981, après vingt-trois ans



ARC LDC

Mitterrand, aux troupes : « Dans les Aurès se trouve le foyer le plus dur. Balayez-moi tout ça. »
Quand Mitterrand était ministre pendant la guerre d'Algérie et fervent colonialiste.

d'opposition et après avoir quasiment disparu; si Mitterrand, cet homme de droite qui avait commencé sa carrière politique sous le régime de Vichy et qui la poursuivit sous la IV^e République en étant onze fois ministre, put gagner l'élection présidentielle en apparaissant comme un homme de gauche, ils le doivent au PCF. Quant Mitterrand prit le contrôle de la vieille SFIO rebaptisée PS lors du congrès d'Épinay en 1971, la SFIO recueillait 5% des suffrages quand le PCF en recueillait plus de 21%. Mitterrand put faire oublier son passé de ministre pro-Algérie française et prétendre incarner la rupture avec le capitalisme seulement parce que le PCF, dans l'espoir d'être associé au gouvernement, en fit le candidat unique de la gauche en 1974. Grâce au dévouement de dizaines de milliers de militants communistes, qui vendirent le Programme commun, au sens propre comme au sens figuré, aux travailleurs qui leur faisaient confiance, dans toutes

les cités ouvrières et les entreprises du pays, Mitterrand devint le champion de la gauche, avant d'emporter les élections en 1981.

Le PCF paya au prix fort le prix de cette politique d'alignement répété derrière le PS. Ses électeurs le quittèrent au profit du PS, au point que Robert Hue, candidat du PCF à la présidentielle en 2002, dépassa à peine les 3%. Il perdit, progressivement mais inexorablement, une partie de ses militants et sympathisants, dans les entreprises et les quartiers populaires, découragés, déboussolés par les attaques et les trahisons des partis de gauche au gouvernement. La place laissée vide par le découragement d'une multitude de militants politiques, syndicaux, associatifs, liés par un bout ou par un autre au PCF et à ses organisations satellites, libéra le terrain pour l'individualisme, pour les idées et les organisations religieuses ou communautaristes et plus généralement pour les idées réactionnaires, et celle du Front

national en particulier.

Ces décennies d'alternances de la gauche au pouvoir ont achevé un processus commencé bien avant, au moins dès 1936: faire disparaître la conscience de classe des travailleurs en remplaçant les idées de lutte des classes par les notions volontairement vagues et trompeuses de gauche et de



ARC LDC

Le soutien du PCF à Mitterrand en 1974.



LDC

Réimplanter les idées communistes et révolutionnaires

droite; en laissant croire que les élections étaient le moyen de changer la société et que la gauche pourrait gouverner dans l'intérêt des classes populaires sans renverser l'État bourgeois. Elles ont achevé de faire perdre confiance aux travailleurs dans leurs propres forces et dans leurs luttes. Ces reculs dans la conscience de notre classe permettent à un parti profondément antiouvrier comme le Front national de récupérer une partie des voix ouvrières.

RÉIMPLANTER LES IDÉES COMMUNISTES ET RÉVOLUTIONNAIRES

Hollande et Valls, en politiciens bourgeois, partent de cet état des lieux pour enterrer la gauche et mettre le cap à droite toute ! Le PCF et les diverses composantes de la «gauche de la gauche» prétendent eux ressusciter cette gauche. Nul ne sait si Hollande et Valls réussiront à concrétiser en termes d'appareil politique ou d'alliance électorale le front droite-

gauche qu'ils appellent de leurs vœux. Nul ne sait quelles ruptures suivies de recomposition ces manœuvres politiciennes provoqueront dans le PS et sur ses marges. Mais, pour notre part, nous ne plaçons aucun espoir dans ces tentatives de recomposition qui se déroulent dans le désintérêt quasi total de la classe ouvrière.

Nous côtoyons, dans nos quartiers, nos entreprises, nos activités militantes, des militants ouvriers politiques ou syndicaux, plus ou moins proches du PCF ou du Front de gauche, profondément inquiets face à l'évolution réactionnaire de la société, à la montée du Front national et au tournant droitier du PS, incarnés en particulier par la répression contre des travailleurs en lutte, à Air France ou chez Goodyear. Beaucoup de ces militants, qui ne veulent plus entendre parler des appels à voter pour le PS ni des «fronts républicains», voudraient bien trouver une nouvelle voie électorale et regardent par exemple avec espoir les résultats de Podemos en Espagne. Mais ils doivent tirer

les leçons toutes fraîches de l'expérience grecque de Syriza, qui vaut pour tous les pays: la grande bourgeoisie et ses mandataires politiques à la tête des principaux États impérialistes ne tolèrent pas qu'un gouvernement cherche à desserrer l'étau de la dette, qu'il rechigne à pressurer les classes populaires de son pays et à canaliser toute la richesse créée par les travailleurs vers les banques ou les grands actionnaires. Dans cette période de crise aiguë du capitalisme, il n'y a pas de place pour une politique réformiste. Comme l'écrivait déjà Trotsky en janvier 1932, à propos de la social-démocratie allemande: «*La crise présente du capitalisme agonisant contraint la social-démocratie à renoncer aux fruits de la longue lutte économique et politique et à ramener les ouvriers allemands au niveau de vie de leurs pères, de leurs grands-pères, de leurs arrière-grands-pères. Il n'existe pas de spectacle historique plus tragique et en même temps plus repoussant que la décomposition nauséabonde du réformisme au milieu des débris de*

toutes ses conquêtes et de toutes ses espérances. »¹

Les militants qui ne se résignent pas à voir les générations actuelles revenir aux conditions de vie de leurs parents ou leurs grands-parents ne doivent pas dilapider leur énergie en redonnant vie au « cadavre nauséabond du réformisme ». Ces militants, vaccinés contre la gauche gouvernementale, inquiets face à la montée des idées réactionnaires dans la société et à la perte de repère au sein de leur propre classe, ne doivent pas placer leur confiance dans tel

ou tel « bon leader » mais dans les travailleurs eux-mêmes. Ils ne doivent pas miser sur une nouvelle combinaison électorale, mais sur le retour de la combativité ouvrière et sur les explosions sociales futures que la soif de profit sans limite des capitalistes ne manquera pas de provoquer.

Dans cette perspective, la classe ouvrière a besoin d'un parti communiste et révolutionnaire. La tâche des militants ouvriers est de réimplanter la conscience que la société est divisée en deux grandes classes dont les intérêts sont opposés, la conscience que les travailleurs produisent tout et qu'ils font tout tourner dans la société, la conscience que le véritable pouvoir n'est pas entre

les mains des présidents, des ministres ou des députés, mais des grands actionnaires et des banquiers, la conscience qu'il ne suffira pas de voter pour leur arracher ce pouvoir, mais qu'il faudra les exproprier. Ce ne sont pas les « valeurs de la gauche » qu'il faut défendre, mais les valeurs du mouvement ouvrier, à commencer par l'internationalisme, le rejet de toute « union nationale », le rejet du protectionnisme ou du souverainisme. S'atteler à la reconstruction d'un parti qui défend un tel programme, entraîner un par un ceux des travailleurs qui ne se résignent pas et les armer politiquement, telle est la tâche la plus urgente du moment.

26 janvier 2016

¹ Léon Trotsky, préface à *Et maintenant ? La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne*, 27 janvier 1932.



Europe de Schengen : le retour des murs, des barbelés et des frontières intérieures

Depuis l'été dernier, tout en se déclarant pour la plupart attachés à la libre circulation des personnes au sein de l'Union européenne (UE), les dirigeants européens prennent, mois après mois, des mesures qui vont dans le sens de sa limitation.

L'UE prétend représenter un « espace de liberté, de sécurité et de justice » mais elle n'est qu'une vaste arène commerciale et financière que les bourgeoisies européennes ont été contraintes de bâtir, au fil de laborieuses tractations, pour disposer d'un grand marché et pour pouvoir continuer de jouer un rôle à l'échelle du monde. Mais cette unification s'est heurtée au fait qu'aucune de ces bourgeoisies n'entendait renoncer à son État national, qui représente pour elle une protection dans la guerre économique incessante qu'elle livre à ses concurrentes.

Concernant la liberté de circulation des personnes, les politiciens de la bourgeoisie ne mirent pas en avant ce principe par humanisme. En effet, pour que des marchandises puissent être produites et acheminées sur leur lieu de vente le plus rapidement possible et sans être arrêtées aux frontières des États, il faut que les routiers, les commerciaux, tous ceux qui jouent un rôle indispensable dans ces échanges bénéficient de cette même liberté de circulation.

La construction de cet espace de libre circulation fut aussi difficile et lente que tout le reste

de l'édifice européen. Ce n'est pas avant 1985 que cinq États, les mêmes qui furent à l'origine du Marché commun trente ans auparavant, s'engagèrent à faire disparaître tout contrôle douanier en signant, dans la petite ville luxembourgeoise de Schengen, un accord dont la mise en œuvre ne sera effective que dix ans plus tard, en 1995. Un espace Schengen était donc mis en place, au sein duquel le contrôle des personnes aux frontières intérieures des pays participants était supprimé. En contrepartie, ce contrôle devait être renforcé aux frontières extérieures de cet espace, s'accompagnant d'une harmonisation des règles d'entrée, de séjour et d'asile.

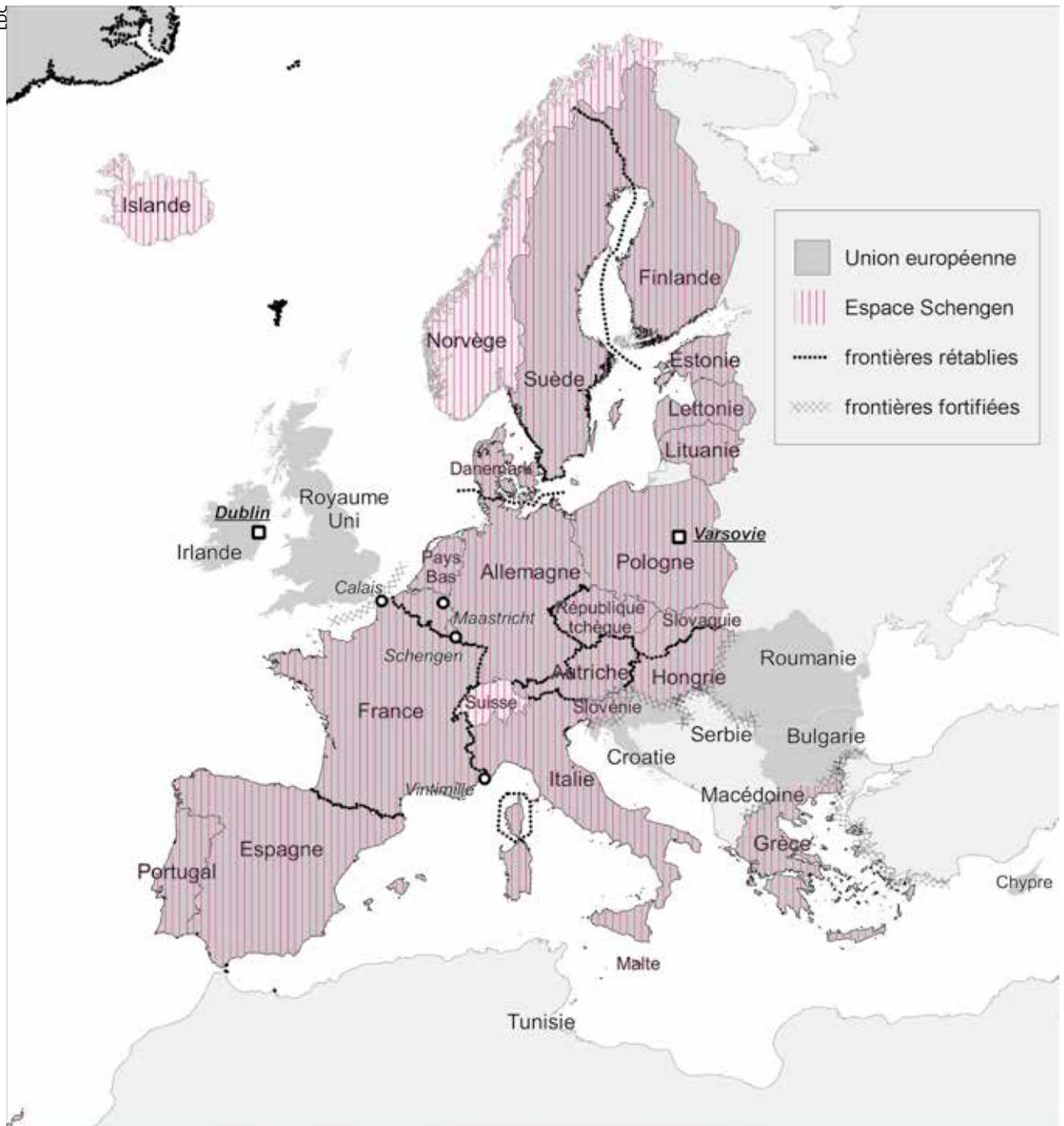
Dans la même période, les dirigeants des États membres de la Communauté économique européenne (CEE) parvinrent à faire un pas important dans l'unification européenne en décidant, avec le traité de Maastricht en 1993, de la création de l'UE et d'une monnaie unique. Par le traité d'Amsterdam signé en 1997, les accords de Schengen furent intégrés à « l'acquis de l'Union », servant de base à l'élaboration d'une réglementation sur la gestion des frontières de l'Union européenne, mise en forme en

2006 dans un *Code frontières Schengen*.

L'une des rares retombées réellement positives de la construction de cette Europe des financiers et des marchands a été de permettre à plusieurs centaines de millions de personnes de pouvoir circuler sans avoir besoin de présenter un passeport à chaque frontière entre la plupart des États membres de l'UE. Mais, depuis plusieurs mois, les dirigeants européens sont en train de démontrer que, contrairement à ce qu'ils prétendent, cette liberté n'a rien d'un acquis.

L'EUROPE DE SCHENGEN

L'espace Schengen comprend aujourd'hui 26 États. Tous les États membres de l'UE n'en font pas partie. Le Royaume-Uni et l'Irlande ont refusé d'adhérer aux conventions de Schengen. Tout en étant signataire des accords, le Danemark a obtenu de pouvoir refuser l'application de certaines mesures. La Roumanie, la Bulgarie, la Croatie et Chypre sont, quant à eux, maintenus à l'extérieur de l'espace Schengen en attendant d'avoir satisfait aux conditions posées par les dirigeants des institutions européennes. La



Roumanie, par exemple, a adhéré à l'UE en 2007 mais son intégration à l'espace Schengen, qui devait intervenir en 2014, a été repoussée à 2017, la Commission européenne ayant considéré que le gouvernement roumain n'avait pas suffisamment lutté contre la corruption et contre l'immigration illégale.

Par contre, des États comme l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Liechtenstein ont pu intégrer l'espace Schengen alors qu'ils ne sont pas membres de l'UE. Les enjeux financiers et commerciaux étaient suffisamment importants pour que cela ne fût pas considéré comme un obstacle. Une majorité d'électeurs suisses s'étant prononcés au cours d'un référendum en février 2014 pour la sortie de Schengen, les dirigeants de la Confédération helvétique ont été obligés de se lancer dans des négociations et de trouver un artifice juridique permettant d'avoir l'air de tenir compte de l'avis des électeurs sans toutefois rien changer dans la réalité. Le patronat suisse mène une campagne en faveur du maintien du pays dans l'espace Schengen.

LES FRONTIÈRES INTÉRIEURES EXISTENT TOUJOURS

Loin de consacrer une disparition totale des frontières, les accords de Schengen prévoyaient eux-mêmes, en cas de « *menace grave pour l'ordre public ou la sécurité intérieure* », que les États puissent rétablir « *exceptionnellement* » des contrôles douaniers pour une période de six mois maximum, éventuellement renouvelable. Les États ne s'en sont pas privés puisque cette possibilité a été utilisée à onze reprises ces quatre dernières années, à l'occasion d'événements ponctuels, manifestations sportives ou conférence internationale.

Quant aux frontières extérieures de l'UE, les accords de Schengen prévoyaient le renforcement de tous les dispositifs transformant l'Europe en une forteresse fermée aux populations les plus pauvres du reste du monde. Une agence européenne, Frontex, a été créée en 2004 pour « *la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures* », mais chaque État reste responsable de la surveillance de ses frontières. D'après la règle commune adoptée pour le droit d'asile, dite Règlement de Dublin, c'est l'État par lequel le demandeur est entré qui doit statuer sur la demande. Ainsi, cette organisation fait reposer l'essentiel des efforts sur les États ayant des frontières extérieures à l'UE. Quand le nombre de migrants venant frapper aux portes de l'Europe a augmenté ces dernières années, la prétendue solidarité européenne a commencé à être mise à l'épreuve et les tensions n'ont pas tardé à apparaître.

En avril 2011, une première crise avait déjà éclaté entre la France et l'Italie alors que des milliers de migrants quittaient la Tunisie après la chute de la dictature de Ben Ali. Reprochant au gouvernement italien de donner un permis de séjour de six mois à des milliers de Tunisiens, leur permettant de circuler librement dans l'espace Schengen et donc d'entrer légalement en France, les autorités françaises avaient alors annoncé un rétablissement provisoire des contrôles à la frontière italienne entre Nice et Vintimille. Le trafic ferroviaire entre ces deux villes avait même été suspendu durant quelques heures.

Cette crise franco-italienne a creusé une première entaille durable dans « l'espace européen de libre circulation ». En effet, les contrôles à la frontière italienne, effectués de façon aléatoire, y compris dans les trains circulant entre les

deux pays, se sont poursuivis jusqu'à aujourd'hui. Autre conséquence : en octobre 2013, à la demande notamment de la France, la période pendant laquelle un État se voit reconnaître le droit de rétablir ses frontières a été portée à 24 mois.

LA « CRISE DES MIGRANTS » ET SES CONSÉQUENCES

L'afflux massif de migrants au cours de l'année 2015 a provoqué cette fois une crise à l'échelle de l'ensemble de l'Union européenne. Malgré tous les obstacles et les barrières dressées, plus de 1,5 million de personnes sont parvenues à franchir les frontières extérieures de l'UE en 2015, principalement à destination de l'Allemagne. Le 13 septembre 2015, le gouvernement allemand a annoncé le rétablissement provisoire des contrôles d'identité à ses frontières, précisant qu'en tout premier lieu était concernée celle avec l'Autriche, et a accompagné cette décision d'une suspension du trafic ferroviaire avec ce pays pendant quelques jours.

Dans la foulée, la République tchèque, la Slovaquie et l'Autriche annoncèrent un contrôle renforcé de leurs frontières avec la Hongrie. Après les attentats du 13 novembre à Paris, la France à son tour rétablit les contrôles d'identité sur l'ensemble de ses frontières nationales. Le 4 janvier 2016, le Premier ministre danois annonçait l'instauration de contrôles aux frontières avec l'Allemagne quelques heures après que la Suède eut décidé la même mesure à sa frontière avec le Danemark.

En prenant ces mesures, parfois directement sous la pression de l'extrême droite, les gouvernements ont cherché à donner des gages aux fractions les plus réactionnaires de leurs

opinions publiques. Mais si les migrants ont été les premières victimes de ce retour en arrière, les 8 600 personnes qui font quotidiennement, pour leur travail, le trajet entre la Suède et le Danemark en subiront aussi les conséquences. De même que les travailleurs frontaliers qui doivent quotidiennement franchir la frontière franco-allemande.

La libre circulation entre les pays n'est pas seulement une revendication démocratique élémentaire. Elle correspond tellement à une nécessité qu'elle s'est imposée au fil du temps entre de nombreux pays d'Europe dont les postes de douane ont été désertés bien avant la création de l'espace Schengen. Entre la France et la Belgique, entre l'Allemagne et l'Autriche, bien des gens passaient les frontières, pour le travail ou leur loisir, quasiment sans s'en rendre compte. La remise en place des contrôles à certaines frontières à laquelle on assiste depuis plusieurs mois représente donc une régression importante.

Dans la partie orientale de l'Europe, c'est une régression bien plus dramatique car de véritables barrières ont été érigées, avec des barbelés et des hommes en armes à la frontière serbo-hongroise au mois d'août, entre la Hongrie et la Croatie en septembre. En octobre, l'Autriche a annoncé l'installation d'une clôture métallique le long de sa frontière avec la Slovénie, une première entre deux pays de la zone Schengen. Quelques jours après, la Slovénie a commencé à édifier une clôture à la frontière croate. Enfin, fin novembre, la Macédoine a dressé un grillage sur sa frontière avec la Grèce.

À chaque fois, ces murs et ces barbelés ont condamné les migrants à stationner dans des conditions précaires et inhumaines ou à tenter de prendre d'autres chemins, souvent à

piéd, sous la pluie, dans la boue et le froid.

À plus long terme, cette multiplication des murs et les discours xénophobes d'un certain nombre de dirigeants de la région alimentent des nationalismes susceptibles de donner naissance à des conflits meurtriers.

LA RÉFORME PROPOSÉE PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE

De nombreux dirigeants européens affirment la nécessité de « sauver Schengen » en le réformant. La Commission a proposé, le 15 décembre, une réforme visant à rénover de fond en comble Frontex. Le corps permanent de gardes-côtes et de gardes-frontières passerait de 400 à 1 000 et un corps de réservistes de 1 500 agents (composé de gardes-côtes et de gardes-frontières nationaux) serait créé, l'ensemble constituant une force mobilisable en deux ou trois jours. Enfin, principale nouveauté de ce projet, cette nouvelle agence aurait le pouvoir d'intervenir à la frontière d'un État sans avoir à attendre que celui-ci en fasse la demande, voire contre son avis, après une « recommandation » de la Commission européenne.

La réforme proposée est soutenue par l'Allemagne et la France, les deux puissances dominantes au sein de l'UE, bien d'accord pour imposer aux autres États une discipline qui correspond à leurs intérêts. À l'inverse, les dirigeants de la Hongrie et de la Pologne dénoncent une perte de souveraineté et se déclarent farouchement opposés à ce changement de fonctionnement. Il est probable qu'ils ne seront pas les seuls car, dans cette Union qui n'est pas si unie, chaque État membre défend d'abord ses prérogatives nationales.

La bourgeoisie s'est mon-

trée incapable d'unifier l'Europe et de donner naissance à un État unique à l'échelle du continent. Une telle unification aurait constitué un progrès. La bourgeoisie n'en a jamais été capable, pas même dans la période précédant la crise. Dans cette période de crise, la bourgeoisie n'est capable que d'accoucher d'un système de plus en plus monstrueux, d'une Europe des murs et des barbelés, gangrenée par la misère, le chômage et des affrontements nationaux de plus en plus exacerbés.

La résurgence des frontières est un pas de plus vers la barbarie. Constatant, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, l'impasse sanglante pour l'humanité où conduisait le maintien de la domination de la bourgeoisie, Trotsky écrivait, en mai 1940, dans le *Manifeste d'alarme* :

« Si les frontières des États pouvaient être effacées d'un seul coup, les forces productives, même sous le capitalisme, pourraient continuer à s'élever pen-



... dant un certain temps –au prix, il est vrai, d’innombrables sacrifices– à un niveau supérieur. Avec l’abolition de la propriété privée des moyens de production, les forces productives peuvent, comme le montre l’expérience de l’URSS, atteindre un niveau plus élevé même dans le cadre d’un seul État. Mais seule l’abolition de la propriété privée, avec celle des frontières d’État entre na-

tions, peut créer les conditions d’un système économique nouveau, la société socialiste.

La défense de l’État national, d’abord dans l’Europe balkanisée –le berceau de l’État national –, est au plein sens du terme une tâche réactionnaire. L’État national, avec ses frontières, ses passeports, son système monétaire, ses douanes, ses douaniers, est devenu un obstacle

terrible au développement économique et culturel de l’humanité. La tâche du prolétariat n’est pas de défendre l’État national, mais de le liquider complètement et définitivement.»

Plus de 70 ans après, cela reste la seule perspective pour des militants révolutionnaires combattant pour l’émancipation des travailleurs.

28 janvier 2016



Une Europe qui se couvre de barbelés.



Espagne : après une année d'élections, revenir aux mobilisations sociales et ouvrières

Six semaines après les élections générales du 20 décembre 2015, la situation politique reste confuse en Espagne. Le nouveau Parlement composé de deux Chambres a été élu. L'une est la Chambre des députés, dite Chambre basse, qui doit élire à la majorité absolue le chef de gouvernement, proposer et voter les lois. La seconde, le Sénat, juge de la conformité des décisions politiques et des lois avec la Constitution. Or, si depuis les élections du 20 décembre, le Sénat dispose d'une majorité de droite, aucune majorité ne parvient à se constituer à la Chambre des députés et, à ce jour, aucun des candidats à la fonction de chef du gouvernement n'est en situation d'être élu.

Depuis la fin du franquisme, la vie politique était marquée par l'alternance au pouvoir des deux principaux partis politiques, le Parti populaire (PP) pour la droite et le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) pour la gauche. L'un et l'autre avaient des alliés parmi des partis nationaux et régionaux, de moindre importance. C'est ce rituel qui est aujourd'hui mis à mal dans ce pays où, par ailleurs, la royauté censée garantir la stabilité des institutions est discréditée, d'autant plus que se multiplient les révélations sur la corruption de la famille royale.

Mais l'évolution mouvementée de la situation politique a des racines plus profondes. Elle est liée aux conséquences de la crise économique et sociale. Quoi qu'en dise le président du gouvernement Mariano Rajoy sur la fin de la crise, celle-ci se traduit encore aujourd'hui par des millions de chômeurs, des millions de précaires, des millions de sans-abri, une détérioration des conditions de vie et de travail pendant que ban-

quiers, capitalistes, spéculateurs continuent de s'enrichir.

La soif de changement des classes populaires et de la jeunesse, qui avait éclaté en 2011 lors du mouvement des Indignés, s'est exprimée au cours des élections de 2014 et 2015 sous une autre forme. Une forme plus électoraliste, plus institutionnelle, qui escamote ce que devrait être une lutte des classes populaires pour changer leur sort.

Journaux, radios, télévisions essaient de faire vivre la population au rythme des parties de poker menteur auxquelles jouent les dirigeants politiques. Les alliances s'ébauchent et se défont. Mariano Rajoy, le leader du PP et ancien chef du gouvernement, estime ne pas être en mesure de former une majorité comme l'y encourage le roi. Il n'acceptera cette responsabilité que si le leader du PSOE, Pedro Sanchez, consent à se joindre au PP, dans un gouvernement d'union nationale auquel participeraient aussi le nouveau parti du centre droit Ciudadanos et divers autres

partis régionaux. Mais, de son côté, Pedro Sanchez, au nom du PSOE, refuse de prendre la responsabilité de former un tel gouvernement. Une responsabilité que Mariano Rajoy écarte aussi, de peur que son discrédit personnel et celui de l'ensemble des dirigeants politiques du PP n'ouvrent la voie à une recrudescence des tensions sur le plan social et politique. Si aucune majorité gouvernementale ne se dégage, il faudra faire de nouvelles élections générales d'ici deux mois. En attendant, Mariano Rajoy continue d'exercer certaines de ses fonctions de chef du gouvernement.

La situation semble être dans une impasse. Le PSOE cherche une alliance dans une nouvelle direction. Il est conscient du fait que les deux millions de voix qu'il a perdues depuis les élections de 2011 se sont reportées sur le nouveau parti de la gauche radicale, Podemos, dirigé par Pablo Iglesias, qui a obtenu 5 189 333 voix (à peine moins que les 5 530 693 voix du PSOE). C'est dans cette direction que le PSOE cherche des

Élections générales 2011					
	Liste conduite par	Voix	%	députés	sénateurs
Parti Populaire (droite)	Mariano Rajoy	10 856 566	44,63	186	136
UPyD (centre droit)	Rosa Díez	1 143 000	4,7	5	0
PSOE (socialiste)	Alfredo Pérez Rubalcaba	7 003 511	28,76	110	54
IU-LV (coalition satellite du PCE + Verts)	Cayo Lara	1 686 000	6,92	11	1
Élections générales 2015					
	Liste conduite par	Voix	%	députés	sénateurs
Parti Populaire (droite)	Mariano Rajoy	7 215 530	36	123	124
Ciudadanos (centre droit)	Albert Rivera	3 500 446	13,93	40	0
PSOE (socialiste)	Pedro Sanchez	5 530 693	21	90	20
Podemos (gauche radicale)	Pablo Iglesias	5 189 333	20,66	69	0
Unité populaire (IU-Verts-PCE)	Alberto Garçon	923 105	3,67	2	0

alliés de gouvernement et une majorité regroupant le PSOE, Podemos et la coalition liée au PC, l'Unité populaire, qui a fait, avec 923 105 voix, le score le plus faible de son histoire.

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DE 2011 ET 2015

Jusqu'à ce jour, ces tractations n'ont pas abouti. En effet pendant que Pedro Sanchez propose à Podemos une alliance gouvernementale dont il serait le président, Pablo Iglesias exige d'en être le vice-président, ce que refusent les dirigeants du PSOE. L'autre sujet de rupture concerne le statut de la Catalogne. Alors que Pedro Sanchez refuse le principe d'un référendum en Catalogne par lequel la population déciderait des étapes de la marche vers l'indépendance de cette grande région, Pablo Iglesias exige que le PSOE respecte ce droit de choisir l'indépendance et s'engage à ne pas sanctionner les mesures que prendrait dès maintenant dans ce sens le nouveau gouvernement de la Catalogne.

Les dirigeants de Podemos mettent aussi en avant la nécessité de mesures sociales protégeant les classes populaires de

la misère engendrée par le chômage, la précarité, les attaques contre les services publics, les menaces d'expulsion. Et même si les engagements de Podemos restent vagues, il est certain qu'ils rencontrent un écho dans la société minée par la crise.

En janvier, *Voz Obrera* (publication de nos camarades de l'Union communiste internationaliste) commentait déjà la situation dans ces termes :

« L'ensemble des préoccupations de la population s'est déplacé au cours de cette année vers les élections. Les médias comme les nouveaux partis ont tout fait pour diriger les espoirs de changement dans cette direction. Podemos en particulier a choisi de dévier le mécontentement populaire qui s'exprimait dans les mobilisations vers des objectifs électoraux où il façonnait sa politique comme une alternative au régime en place, c'est-à-dire le régime né lors de la Transition [fin du franquisme] qui après 40 ans a perdu de sa crédibilité parmi la population. La corruption généralisée, la politique de coupes budgétaires, le sauvetage financier, la crise de la monarchie etc., ont lézardé le système politique et ont fait que les partis traditionnels et surtout les nouveaux paraissent avoir un nouveau langage, de nouvelles têtes plus jeunes, à

l'exception du PP qui s'est maintenu au gouvernement avec Rajoy toujours plus impopulaire et entouré des mêmes têtes. Il a été le parti qui a recueilli le plus de voix, 7 millions, mais en perdant 4 millions par rapport à 2011.

Dans cette situation, la classe ouvrière devra se battre pour ne pas payer la crise

L'approfondissement de la crise économique en 2007, toujours virulente, n'a pas seulement appauvri les secteurs les plus nécessaires de la classe ouvrière, immigrés, femmes, jeunes et chômeurs de longue durée, mais elle a aussi entraîné l'effondrement de secteurs productifs comme ceux du bâtiment, qui employaient une importante main-d'œuvre ainsi que des travailleurs du secteur public. La politique d'austérité de Rajoy avec ses coupes budgétaires a entraîné la disparition de près de 50 000 travailleurs dans la santé et l'éducation publique, abaissant en même temps les salaires de tous les salariés du public, les retraites et en précarisant les emplois. Un chiffre : le bâtiment a perdu plus de deux millions d'emplois. La politique des grandes entreprises accompagnée de la réforme du travail, d'abord celle de Zapatero (PSOE) puis celle de Rajoy (PP), ont rendu le licenciement facile et bon



**Mariano Rajoy
(Parti populaire, droite)
à la recherche
d'un gouvernement
avec Pedro Sanchez
(PSOE, socialiste),**

Albert Rivera (Ciudadanos, centre-droit)



**et Pablo Iglesias
(Podemos,
gauche radicale)**



marché, les contrats précaires sont devenus la règle et Rajoy ne cache pas avoir d'autres réformes du même type dans les tiroirs. Le grand patronat licencie par le biais des plans sociaux, des suppressions d'emplois, des préretraites, etc., dans les secteurs ouvriers qui ont les meilleures garanties, pour y instaurer des emplois précaires par le biais de la sous-traitance et multiplie les contrats de misère.

Les salaires ont baissé proportionnellement à la hausse des profits du patronat. Les droits du travail ont reculé au maximum et des droits syndicaux ont été remis en cause. La peur d'être licencié est devenue courante et en dehors des grandes entreprises les travailleurs n'ont même pas de droits syndicaux.

Le cas d'Abengo, entreprise multinationale sévillane dans l'innovation technologique du secteur énergétique, est caractéristique. Des milliers de travailleurs de cette entreprise à Palmas Altas n'avaient même pas de comité d'entreprise. Quand la faillite financière a éclaté, les travailleurs se sont retrouvés dans l'incapacité de réagir et se sont retrouvés privés d'appui syndical. Le marché du travail est devenu si précaire que la propagande du gouvernement qui parle de croissance économique, de sortie de crise, en est ridicule. Les chiffres du chômage, même s'ils diminuent, montrent comment des secteurs de plus en plus importants de la classe ouvrière travaillent avec des salaires de misère et dans la précarité.

Ce sont aussi ces désirs de changer cette situation qui se sont exprimés à travers les élections et qui devront aboutir un jour ou l'autre à une réaction sociale de mobilisation et de lutte du monde du travail qui permette de mettre au premier plan ses intérêts de classe.»

Dans son mensuel daté de février 2016, *Voz Obrera* commente l'imbroglio et le cul-de-sac de ces tractations

politiciennes :

La politique des pactes et les intérêts des travailleurs

Les derniers événements dans la nouvelle législature montrent les calculs, les tactiques et les stratégies politiciennes pour former un gouvernement. Dans le système parlementaire, les agissements en faveur des travailleurs et des classes populaires sont assez limités. Car qui a le gouvernement n'a pas le pouvoir et les institutions sont créées pour diriger et administrer les intérêts et les affaires de la bourgeoisie. Le PP et le PSOE ont été de bons gestionnaires des affaires des grands [groupes] de l'Ibex 35 [l'équivalent du Cac 40]. D'où les pantouflages de Felipe González à Gas Natural, José María Aznar à Endesa. D'où la corruption. Des centaines de millions [d'euros] des grandes entreprises ont rempli les poches des grands partis, de leurs hommes politiques, journalistes et avocailles pour préserver leurs affaires au détriment des travailleurs, par leur exploitation et par le vol.

De ce fait, tout le remue-ménage médiatique des pactes pour former un gouvernement n'est qu'enfumage de la part des politiciens pour obtenir de bons postes au gouvernement et dans les institutions, c'est-à-dire pour contribuer à gérer l'État capitaliste. Les 10 milliards de réductions budgétaires prévues, les plans de sauvegarde de l'emploi et les licenciements en cascade, les baisses de salaire et les bénéfices importants des grandes entreprises et des banques ne pourront pas être contrôlés et utilisés en faveur des travailleurs si on n'exproprie pas les ressources et les moyens de production pour les mettre au service de la société.

Qui prétend qu'un changement réel peut se faire avec des changements parlementaires et des pactes entre les partis de la gauche traditionnelle ou plus « progressistes » se trompe. Les

pactes dans un cas comme dans l'autre conduiront à se partager les sièges d'un État au service de la bourgeoisie. De même que les libertés restent à la porte des entreprises, les lois et Constitutions approuvées par le Parlement ne servent à rien. Tout au plus, le Parlement servirait à dénoncer les problèmes, les affaires de corruption, s'il y avait des représentants des travailleurs. Et jusqu'à maintenant les différentes manœuvres tactiques, discussions et négociations entre les partis ne servent qu'à se situer dans les starting-blocks pour arriver au gouvernement.

Le nouveau roi a consulté tous les partis de l'hémicycle parlementaire et, selon la règle, c'est le parti qui a recueilli le plus de voix qui doit essayer de former en première instance le gouvernement et obtenir les soutiens nécessaires pour cela. Or Mariano Rajoy n'a que le soutien de ses 123 députés. Aucun parti ne va le soutenir, mis à part Ciudadanos, la béquille de la droite, qui se dit du centre et non entaché de corruption. Le roi a proposé un pacte à trois avec le PSOE et le PP « pour l'unité de l'Espagne ». Mais Rajoy est l'homme politique le plus rejeté par les classes populaires et même par les partis du Parlement, et la proposition n'a pas abouti.

La surprise a été grande quand Rajoy, après avoir parlé avec le roi, a décliné la responsabilité de former un gouvernement ou de le tenter lors de la session d'investiture. S'il avait accepté de le faire, nous aurions vu un Rajoy envoyé dans les cordes, attaqué par tous. Après le dernier cas de corruption impliquant l'entreprise publique de l'eau, Acuamed, où un membre haut placé du gouvernement et du PP, accusé formellement de corruption, a dû démissionner, Rajoy avait peu de chances de s'en sortir, de ne pas subir une humiliation de plus.

En n'acceptant pas la fonction, Rajoy a passé la patate chaude

à Pedro Sánchez, dont certains des « barons » de son parti ne verraient pas d'un mauvais œil un pacte avec Ciudadanos et le PP, ou du moins avec Ciudadanos et l'abstention du PP. Mais les « barons » du PSOE sont scandalisés à l'idée de faire un pacte avec Podemos, qu'ils considèrent comme un rival électoral. Mais les dirigeants socialistes savent aussi que faire un pacte avec le PP serait rejeté par l'électorat ouvrier et populaire du PSOE, entraînant la possibilité d'un effondrement comme celui du Pasok grec. De ce fait, Sánchez a refusé à grands cris de faire un pacte avec la droite et il a proposé un pacte avec la gauche, en conservant l'unité de l'Espagne. Maintenant se pose pour lui le problème d'essayer de former un gouvernement.

Pablo Iglesias, de Podemos, avait joué son va-tout vis-à-vis

des socialistes lors de la conférence de presse, suite à sa rencontre avec le roi, en leur proposant un gouvernement de gauche dont Pedro Sánchez serait le président, Pablo Iglesias le vice-président, et où Izquierda Unida [IU, autour du PC] aurait un ministère. Dans sa tactique pour arriver au gouvernement, Iglesias exhorte continuellement Sánchez à faire un pacte avec lui et à chercher une alliance de gauche contre Rajoy. Et les dirigeants du PSOE savent que, s'ils font un pacte avec le PP ou avec Ciudadanos, le virage à droite sera évident, ce qui donnera des ailes à Podemos pour attirer l'électorat du PSOE.»

Et nous pouvons conclure avec nos camarades de Voz Obrera :

« Dans ce cirque des pactes, dont l'objectif est le fauteuil présidentiel, la faiblesse du système

politique apparaît. C'est aux acteurs de la mobilisation sociale et aux travailleurs en lutte de montrer leur force et d'affirmer une autre perspective politique. Notre Parlement est dans la rue et dans les quartiers, et surtout dans les usines et les entreprises, parce que c'est là où l'on produit et où se situe la force principale de la classe ouvrière. »

En tout cas, les démêlés politiques actuels montrent qu'Iglesias, qui prétendait faire de la politique autrement et « rompre avec la caste », ne demande qu'à en être. Et son parti, qui prétend représenter un espoir pour les victimes de la politique menée par la caste politique, est tout disposé à suivre le chemin de tant de faux faiseurs de miracles, dont Syriza en Grèce est le dernier exemple.

28 janvier 2016



Pendant les grandes manœuvres des politiciens, le chômage reste très élevé.



Grande-Bretagne : la loi antigrève de Cameron

Nous publions ci-dessous un texte adapté d'un article de la revue *Class Struggle* (n° 106, hiver 2015), éditée par nos camarades britanniques de Workers' Fight.

La résistance ouvrière à l'exploitation capitaliste, avec ses hauts et ses bas, n'a jamais cessé. Derrière sa rhétorique arrogante, le personnel politique de la bourgeoisie en est conscient. C'est ce que montre à sa façon le projet de loi sur les syndicats concocté par le gouvernement du Premier ministre conservateur David Cameron. S'il ressent le besoin de durcir une législation déjà fort restrictive, alors que depuis la crise de 2008 le niveau des grèves est resté très bas, c'est bien qu'il craint qu'une explosion sociale venant du monde du travail en vienne à menacer les profits du capital.

DES QUOTAS «DÉMOCRATIQUES» DANS LES VOTES POUR LA GRÈVE?

Que contient donc ce projet de loi (à l'heure où nous écrivons, il est encore en discussion au Parlement)? Une première partie du texte limite un peu plus le droit de grève: une grève sera déclarée illégale dès lors que moins de 50 % des syndiqués concernés auront participé au vote par correspondance préliminaire, déjà imposé par la loi. Or ce quota de 50 % risque d'être difficile à atteindre. Ce

sera d'autant plus dur dans les nombreux syndicats où les bureaucrates syndicaux ont pris l'habitude d'utiliser ces votes dans le seul but de faire monter les enchères dans les négociations, sans tenir compte de ce que les travailleurs veulent réellement ni chercher à les préparer à l'action. De fait, le plus gros obstacle aux grèves aujourd'hui ne tient pas à la loi, mais au fait que les directions syndicales ne font rien pour que les syndiqués s'investissent dans la vie de leur syndicat, voire les en découragent.

Le projet de loi va plus loin en ce qui concerne les grèves dans le secteur public, qui demeure le plus fortement syndiqué et a particulièrement souffert depuis 2010, avec la suppression de 500 000 emplois et un gel des salaires. Dans ce secteur, une condition de plus serait imposée pour qu'une grève soit légale: elle devra être votée par au moins 40% des inscrits, indépendamment du taux de participation. Cela concernerait ce que le gouvernement appelle les services vitaux, notion élastique qui inclut officiellement la santé, l'éducation et les transports, mais pourrait inclure d'autres secteurs en fonction des besoins. Le ministère de l'Économie a calculé que ce seuil aurait permis d'éviter

65 % des arrêts de travail sur un échantillon de 78 grèves dans lesdits services vitaux depuis 2010. Et c'est probablement vrai, ne serait-ce que parce que les travailleurs y sont souvent dispersés.

Le comble de l'ironie dans tout cela est que le gouvernement Cameron, qui se montre si soucieux d'imposer des quotas prétendument démocratiques lorsqu'il s'agit de grèves, n'a lui-même été élu que par 24,3 % des électeurs inscrits!

LÉGALISATION DU RECOURS AUX BRISEURS DE GRÈVE ET CRIMINALISATION DES PIQUETS DE GRÈVE

Le projet de loi inclut d'autres restrictions importantes au droit de grève. Alors que, depuis 47 ans, la loi interdisait le recours aux travailleurs intérimaires pour remplacer des grévistes, le nouveau projet l'autorise. Bien sûr, les patrons avaient toujours pris des libertés avec la loi, en particulier dans les secteurs où la main-d'œuvre est peu qualifiée et dans les entreprises où les intérimaires sont de toute façon très nombreux. Mais le fait que le recours aux intérimaires soit légalisé aura des conséquences,



DR

Des travailleurs britanniques en lutte contre les contrats zéro heure.

et cela d'autant plus que le projet de loi prévoit également de faire passer la durée du préavis légal avant toute grève de 7 à 14 jours, laissant plus de temps aux patrons pour s'y préparer.

Cette nouvelle disposition n'affectera pas seulement les syndiqués grévistes¹, qui sont en général en CDI. Elle affectera aussi les intérimaires eux-mêmes, qui subiront le chantage de leur agence, exigeant d'eux qu'ils franchissent les piquets de grève sous peine de se voir privés de nouvelles missions.

C'est là qu'on mesure toutes les conséquences du fossé creu-

1 Suivant la loi britannique, seuls les membres du syndicat appelant à la grève bénéficient d'une protection légale contre un licenciement pour fait de grève. Bien que le but de cette disposition soit de limiter l'impact des grèves, les appareils syndicaux s'en servent comme d'un argument de recrutement et la défendent avec la dernière énergie. (Note LDC).

sé par les patrons, depuis deux décennies, entre travailleurs en CDI et précaires. Mais les appareils syndicaux portent aussi leur part de responsabilité sur ce plan. D'abord parce qu'ils ne se sont pas opposés à la montée de la précarité; puis, une fois que celle-ci s'est installée, parce qu'ils n'ont jamais tenté d'organiser les précaires, ni même de prendre en compte leurs problèmes. Aujourd'hui, alors que la proportion des précaires s'élève à environ un tiers de la population active, la classe ouvrière ne peut tout simplement pas se permettre de laisser l'attitude des appareils syndicaux perpétuer un tel fossé dans ses rangs. Si elle entre en vigueur, cette nouvelle disposition rendra encore plus vital pour les travailleurs de dépasser le corporatisme des bureaucrates et d'unir les rangs de tous les travailleurs, précaires ou non, contre les patrons.

Toujours pour faciliter la casse des grèves, une autre dis-

position prévoit une aggravation des restrictions déjà sévères aux manifestations et piquets de grève organisés par les grévistes, ainsi que la criminalisation des infractions². En particulier toute action de ce type devra obligatoirement avoir l'autorisation de la police.

LES INQUIÉTUDES DES DIRIGEANTS SYNDICAUX

Ce qui inquiète le plus les dirigeants du TUC (Trade Unions Congress, qui fédère l'ensemble des syndicats britanniques), ce ne sont toutefois pas les nouvelles limitations du droit de grève; l'histoire a montré qu'ils savent s'en accommoder. C'est autre chose qui les inquiète.

2 Jusqu'à présent, ces infractions relevaient du droit civil et, à de très rares exceptions près, ne pouvaient être sanctionnées que par des amendes. Leur criminalisation ouvrirait la voie à des peines de prison systématiques. (Note LdC).

C'est par exemple une clause donnant à un régulateur des syndicats l'accès au listing de tous les syndiqués. Le TUC a dénoncé cette clause comme « *une intrusion dans la vie privée des syndiqués* ». Mais c'est bien plus que cela : ce sera une arme de plus dans les mains des patrons contre les travailleurs. Ce sera donner le droit à l'État de tout savoir sur la manière dont les exploités s'organisent, comme s'il s'agissait d'une activité de type criminel, et par extension, puisque cet État sert la bourgeoisie, ce sera donner ce droit de regard aux patrons.

En pratique, quelle garantie existera-t-il que ces listes ne soient pas fuitées, avec les conséquences que l'on peut imaginer : des listes noires, voire le licenciement des militants les plus combattifs ? Cela pourrait entraîner la légalisation et en tout cas la multiplication des agences, encore illégales, dont le fonds de commerce douteux est de vendre des listes de militants aux employeurs, comme l'Economic League, dissoute en 1993 après avoir sévi pendant 70 ans, ou la Consulting Association, qui a constitué des dossiers sur 3 000 syndiqués du bâtiment, en liaison avec les services du ministère de l'Intérieur.

De plus, sachant que leur nom pourrait finir sur une liste noire, les travailleurs ne risquent-ils pas d'y réfléchir à deux fois avant de se syndiquer ? Dans une période où les effectifs syndicaux ont souffert de la crise, du fait des licenciements et de la montée de la précarité, une telle perspective ne peut qu'inquiéter les appareils.

Mais il y a plus. La nouvelle loi autoriserait l'État à enquêter sur le fonctionnement interne et les comptes des syndicats. Et, avec le dernier des cynismes, Cameron leur imposerait même de payer les frais, sûrement importants, de ces enquêtes.

Mais le pire, pour les appa-

reils, ce sont probablement les dispositions concernant le secteur public. La loi permettrait au gouvernement de fixer un plafond aux enveloppes d'heures de décharge syndicale qui permettent aux appareils d'entretenir leurs armées de permanents, ce qui pourrait entraîner un effondrement de leur nombre. En plus, une autre clause prévoit l'abolition du prélèvement des cotisations syndicales sur la paie, ce qui risque de se traduire par une baisse du taux de syndicalisation.

Les déclarations de Frances O'Grady, secrétaire générale du TUC, ont d'ailleurs bien exprimé ces inquiétudes. Dénonçant à juste titre ce projet comme « *la pire des attaques des trois dernières décennies* », elle a ajouté qu'il constitue une attaque « *non seulement contre les syndicats, mais contre les meilleures chances que nous ayons de faire croître la productivité, les salaires et la demande* », ce qui revient à mettre les travailleurs et les patrons dans le même bateau. Elle a même jugé bon de se plaindre du fait que, puisque l'activité gréviste « *a baissé de façon spectaculaire au cours des trois dernières décennies* », cette loi n'avait « *aucune raison d'être* ».

L'OFFENSIVE THATCHER : MYTHES ET RÉALITÉS

Limiter les droits des travailleurs, en particulier leur droit de faire grève, c'est là une ambition partagée par tous les gouvernements britanniques depuis la naissance de la classe ouvrière. Sans remonter au temps de la révolution industrielle, ni même aux gouvernements travaillistes des années 1960 et 1970 (qui allèrent particulièrement loin dans ce domaine), nous nous contenterons de revenir sur les années Thatcher, dont la politique se plaça dans la continuité de

celles des Premiers ministres travaillistes précédents, Wilson et Callaghan, mais dans un contexte différent.

La victoire électorale de Margaret Thatcher, en 1979, coïncida avec un changement dans ce que les capitalistes attendaient de l'État. L'économie mondiale avait ralenti et l'industrie britannique, vieillissante, était confrontée à de graves difficultés. Le patronat, rechignant à investir dans la sphère productive, exigea que l'État lui fournisse de nouvelles sources de profit : il s'agissait de privatiser ce qui pouvait être rentable dans le secteur public et, dans ce but, d'y réduire massivement le coût du travail, donc les effectifs. Tout cela impliquait de faire plier la résistance des travailleurs.

Mais les mesures prises en ce sens par Thatcher, puis par son successeur John Major, n'eurent rien de très original. Souvent, elles consistaient simplement à institutionnaliser ce que les gouvernements travaillistes avaient fait en pratique dans le passé, avec l'accord du TUC. En fait, elles n'allèrent même pas aussi loin que, par exemple, ce qu'avait envisagé le travailleur Wilson en 1966. Ce qui distingua Thatcher des gouvernements travaillistes, fut seulement le fait qu'elle ne chercha pas d'accord explicite avec les appareils syndicaux, en tout cas jamais publiquement.

Contrairement à un mythe largement répandu, elle ne chercha pas à affaiblir ni à discréditer ces appareils en tant que tels. Après tout, ils pouvaient être utiles pour canaliser la combativité ouvrière. La cible de Thatcher, c'était les travailleurs eux-mêmes. Certes, elle présenta sa politique comme visant à « *limiter le pouvoir des syndicats* », mais c'était surtout pour faire plaisir à l'aile droite de son parti. Son véritable objectif était de miner la confiance que les travailleurs



Un piquet de grève volant de mineurs écossais au début de la grande grève des mineurs de 1984-1985.

avaient dans leurs propres forces, en détruisant l'illusion largement répandue selon laquelle un mouvement syndical puissant les protégerait contre toute attaque. Dans le même but, elle s'attaqua aux piquets de grève, aux actions de solidarité et aux grèves sauvages, c'est-à-dire précisément aux principales armes de la combativité ouvrière au cours des deux décennies précédentes.

Thatcher eut du mal à parvenir à ses fins. En 1981, elle ne put empêcher des débrayages sauvages de se transformer en grève illimitée chez British Steel (qui était alors le monopole sidérurgique d'État). Elle riposta après coup, en 1982, par une loi interdisant les actions de solidarité et permettant de faire payer des dommages et intérêts aux appareils syndicaux en cas de grève illégale. Toutefois, faire respecter cette loi dépendait avant tout du rapport de force, comme on le vit lors de la grève des mineurs de 1984-1985, où l'action combinée de

piquets de grève mobiles et de mouvements de solidarité, tous illégaux, finirent par paralyser l'ensemble des mines du pays. Et l'introduction du vote postal secret comme condition de la légalité d'une grève, juste après le début du conflit, n'empêcha pas les mineurs de défier la loi, au moins jusqu'à la reprise, après douze mois de grève.

Thatcher fut tout aussi impuissante face aux piquets de grève, malgré une loi les encadrant sévèrement depuis 1980. Bien sûr, il était possible de mobiliser contre eux des forces de police en grand nombre et les tribunaux pouvaient leur imposer des amendes. Mais au bout du compte, là aussi, c'était le rapport de force qui comptait, comme le démontra en 1986, sept ans après l'arrivée au pouvoir de Thatcher, la grève que menèrent pendant toute une année les ouvriers du magnat de la presse Murdoch, au cours de laquelle des milliers de travailleurs se relayèrent régulièrement au piquet de grève

devant l'imprimerie de Wapping, à Londres.

En fait, il fallut attendre 1992 pour que les conservateurs estiment le niveau de combativité suffisamment bas pour introduire les innombrables obstacles au droit de grève qui existent aujourd'hui, et que Cameron voudrait encore multiplier.

LES APPAREILS SYNDICAUX ET LES LOIS ANTIGRÈVE

Les distances que Thatcher maintenait avec les appareils syndicaux ne signifiaient pas qu'elle ne prenait pas en compte leurs préoccupations, intérêts et désirs. Tout prouve qu'elle souhaitait éviter une confrontation directe avec le TUC. Elle s'opposa par exemple à une mesure, voulue par certains conservateurs, qui aurait compliqué le financement du Parti travailliste par les syndicats. Et elle poursuivit la politique des précédents gouvernements

travailleuses, en octroyant aux permanents syndicaux des emplois au sein des institutions étatiques ou paraétatiques : elle leur en offrit des centaines, notamment dans les 54 bureaux régionaux chargés de gérer les nouveaux Centres de formation pour la jeunesse.

En retour, les dirigeants du TUC s'abstinrent de défier la loi, par peur des menaces qu'elle faisait peser sur leur trésorerie. Non seulement ils ne tentèrent pas de s'opposer aux attaques de Thatcher contre le droit de grève, mais ils se joignirent au chœur des politiciens et des médias contre la prétendue violence des grévistes de la sidérurgie et des mines ; et ils entonnèrent le même refrain par la suite, lors de chaque grève tant soit peu combative.

Pour les travailleurs, bien sûr, les différentes lois qui se succédèrent à partir de 1980 conduisirent à une érosion de leurs droits, qu'il s'agisse de leur droit de grève ou de leurs protections contre les licenciements économiques ou abusifs. Et les patrons ne tardèrent pas à en profiter pour s'en prendre aux travailleurs combattifs.

Mais les appareils syndicaux ne furent pas touchés de la même manière que les travailleurs. Les lois autorisant la séquestration de leurs fonds furent peu utilisées (trois fois en tout et pour tout) ; et celles les menaçant de dommages et intérêts en cas de grève illégale ne le furent jamais. La menace de Thatcher de mettre fin au prélèvement des cotisations syndicales sur la paie dans le secteur public ne fut jamais exécutée. C'est seulement aujourd'hui, trente-six ans après, que Cameron l'inclut dans son projet de loi.

S'il est vrai que les bureaucraties syndicales ont peu souffert des lois antiouvrières de l'ère Thatcher, elles n'ont pas manqué de les utiliser pour contrôler leurs syndiqués.

L'obligation légale d'organiser un vote postal pour décider de la moindre grève (une opération que seuls les appareils syndicaux peuvent organiser) a été utilisée systématiquement pour retirer toute initiative aux syndiqués sur le terrain. En même temps, en invoquant la menace potentielle que la loi fait peser sur eux et en appelant les syndiqués à défendre leur syndicat, les dirigeants syndicaux continuent de se servir de ces lois comme d'un paravent derrière lequel ils cachent leur refus d'organiser une riposte aux attaques patronales et gouvernementales.

UNE QUESTION DE RAPPORT DE FORCE

Pendant toutes ces années passées à excuser leur passivité par l'épée de Damoclès juridique qui les menaçait, les dirigeants des appareils ont tout fait pour discréditer l'idée que l'action collective puisse être un moyen efficace pour les travailleurs de se défendre, tout en présentant la solidarité ouvrière comme obsolète. Tout cela convenait fort bien à la vision corporatiste des appareils et à leur crainte que la classe ouvrière prenne conscience de sa force et de sa capacité à ébranler le système capitaliste.

Il n'est donc pas étonnant que la réponse du TUC au projet de loi de Cameron ait été si timorée, alors même qu'il contient des menaces pour les appareils. Jusqu'à présent, seules des protestations symboliques ont été organisées : une manifestation, en octobre 2015, devant le congrès du Parti conservateur, et une autre, confidentielle, devant le Parlement à Londres. Et c'est tout. Il n'est pas question d'appeler les travailleurs à se mobiliser contre le projet... si ce n'est sous la forme d'une lettre à leur député ou en signant une pétition sur Internet!

En fait, avec une certaine couardise, les dirigeants syndicaux ont multiplié les gestes d'ouverture envers Cameron. Unite, le plus grand syndicat du pays, a écrit en septembre : « *Unite est prêt à rencontrer le gouvernement pour discuter d'une façon sécurisée d'organiser les votes sur les grèves dans les entreprises [...]. Si Unite et le gouvernement parvenaient à se mettre d'accord sur une forme de vote sécurisée, la question des seuils de votants aurait moins d'importance pour nous* » (par « sécurisée », le syndicat faisait allusion à des machines à voter électroniques ou à un système de vote par Internet). Dans une lettre à Cameron qui n'était pas destinée à être publique, son secrétaire général (un ténor de la gauche travailliste) alla même plus loin : « *Si vous étiez prêts à améliorer les modalités de vote de façon à ce qu'elles soient tout à la fois modernes et démocratiques, Unite ne verrait pour sa part pas d'objection à accepter les délais et les seuils proposés dans le projet de loi, sans préjuger de notre position sur ses autres aspects.* »

Les directions syndicales sont donc prêtes à faire avec la plupart des dispositions du projet de loi de Cameron, tout comme elles l'ont fait dans le passé avec des législations similaires.

Du point de vue des travailleurs, si la loi est adoptée, elle constituera seulement un obstacle de plus aux possibilités pour eux d'utiliser leur force collective, mais guère plus que cela. Après tout, le mouvement ouvrier s'est construit au fil de décennies où les travailleurs n'avaient pas même le droit de s'organiser et tombaient sous le coup de la loi à la moindre grève, car cesser le travail était un délit. En fait, aucune avancée n'aurait été obtenue par le passé sans enfreindre des lois écrites pour et par les exploités.

En dernier ressort, l'application des lois capitalistes dépend d'abord du rapport des forces et de la détermination – ou non – des travailleurs à les laisser s'appliquer. Comme le montre l'expérience des quatre dernières décennies, c'est à chaque fois la combativité de la classe

ouvrière qui a fait sauter les obstacles légaux que les patrons lui opposaient. De ce point de vue, les bureaucrates syndicaux n'ont jamais été d'une grande utilité, du fait de leur conservatisme et de leur obsession de préserver leur partenariat avec le patronat. Bien des fois, on a

vu les travailleurs faire tomber les garde-fous dressés par les bureaucraties syndicales. Eh bien, ils retrouveront cette capacité, tôt ou tard. Les Cameron et compagnie n'enterreront jamais la lutte de classe, c'est elle qui les enterra.

16 novembre 2015



Une récente manifestation des travailleurs du secteur public contre le gouvernement Cameron.



États-Unis : une classe capitaliste de plus en plus parasitaire

Ce texte est adapté d'un article daté du 29 octobre 2015 paru dans la revue *Class Struggle*, éditée par le groupe trotskyste américain The Spark. Depuis, la banque centrale des États-Unis, la Federal Reserve, plus communément appelée Fed, a très prudemment relevé de 0 % à 0,25 % son taux d'intérêt principal le 16 décembre 2015. Cela ne change rien au dilemme de la Fed : faut-il maintenir des taux d'intérêt très bas, ce qui engendre des bulles spéculatives qui menacent en permanence l'économie d'un effondrement financier ; ou bien faut-il les relever, au risque de voir une économie aux investissements productifs faibles basculer carrément dans la récession ? Ce problème des dirigeants de l'État américain illustre l'impasse actuelle du capitalisme.

Depuis mai 2013, la seule évocation par les porte-parole officiels de la Fed d'une remontée des taux d'intérêt a provoqué plusieurs paniques boursières. L'économie dans son ensemble et le secteur financier sont extrêmement fragiles : aux États-Unis, le montant total des dettes des entreprises, des particuliers et surtout de la dette publique est supérieur de 13 % à son montant avant l'effondrement de 2007-2008. C'est la conséquence d'une longue crise économique marquée par des effondrements financiers réguliers : krach boursier de 1987, débâcle des caisses d'épargne en 1989, krach du grand fonds spéculatif LTCM en 1998, bulle Internet et krach boursier de la Net économie en 2001 et crise des subprimes de 2007-2008.

Après chaque effondrement des marchés financiers, les autorités ont fait la même chose : inonder d'argent les banques, les spéculateurs financiers et toute la classe capitaliste, les sauvant ainsi des crises qu'ils avaient provoquées. Ces sauvetages n'ont permis que la croissance de la dette et des

bulles spéculatives... rendant nécessaires des sauvetages encore plus gigantesques. La Fed et le gouvernement américain gardent la classe capitaliste sous perfusion, ce dont elle ne peut plus se passer.

L'ÉTAT SAUVE LES PLUS GROSSES ENTREPRISES DE LA CRISE

Après le krach de 2007-2008, le renflouement des banques par le gouvernement est allé au-delà de tout ce qui avait été fait auparavant. À combien l'addition s'est-elle montée ? Impossible de le savoir puisque le gouvernement n'en a jamais fait le bilan. Mais en 2011 le *New York Times* chiffrait les engagements financiers de la Fed et de l'État fédéral à 12 000 à 13 000 milliards de dollars, soit l'équivalent du PIB du pays à l'époque. Cette aide a pris la forme d'investissements directs dans la finance, d'achat de dettes des entreprises et de titres pourris basés sur les subprimes, de garanties pour d'autres titres tout aussi pour-

ris, et de prêts. La plupart de ces dépenses se sont étalées sur des années et cela continue aujourd'hui. En fait, le gouvernement a signé un chèque en blanc à la bourgeoisie.

D'autres sommes sont issues du budget ordinaire, comme les dépenses militaires qui ont doublé en moins d'une décennie et qui inondent les fournisseurs de l'armée. L'extension de la sécurité sociale, rendant les assurances-santé obligatoires, a été l'occasion d'aides aux particuliers, qui en fait vont dans la poche des assureurs, à hauteur de 100 milliards en dix ans, leur permettant d'imposer des prix élevés.

Les impôts des entreprises ont fortement diminué. Au plus fort de la crise, chaque loi votée par le Congrès pour redresser l'économie a inclus des baisses d'impôts pour les plus grosses sociétés. Sous le démocrate Obama, leur taux réel d'imposition est actuellement à 20 %, encore moins que sous le républicain Bush. C'est le taux le plus bas depuis qu'Hoover a été président au moment de la grande crise de 1929.

Des entreprises très bénéficiaires, comme General Electric, General Motors, Goodyear et d'autres, non seulement n'ont pas acquitté d'impôt sur leurs profits, mais ont bénéficié de crédits d'impôt. C'est ainsi que la banque Wells Fargo, qui a fait 22 milliards de dollars de bénéfices en 2009, n'a pas payé d'impôts cette année-là et a même touché 4 milliards du fisc.

Ces cadeaux ont contribué aux déficits publics record qui ont fait doubler la dette publique américaine depuis 2007, passée de 9 000 à 18 000 milliards. Pour la seconde fois dans l'histoire (la première étant à la fin de la Deuxième Guerre mondiale), la dette fédérale est supérieure au PIB annuel. Cette dette enrichit les capitalistes. En 2014, les 431 milliards de dollars d'intérêts versés au titre du service de la dette ont atterri dans la poche de toute la classe capitaliste, par l'intermédiaire des banques et autres fonds financiers.

Pour financer de telles dépenses, les autorités ont imposé des coupes budgétaires sévères dans les programmes sociaux et les services utiles à la population. Leur part dans les dépenses publiques est la plus réduite depuis soixante ans, et des millions d'emplois ont été supprimés dans des secteurs aussi indispensables que la santé et l'éducation. Les infrastructures comme les écoles, les hôpitaux, les réseaux de transports, etc., ont été sous-financés et la main-d'œuvre nécessaire à leur entretien décimée.

LE RÔLE DE LA FED

En 2008, alors que des institutions financières sombraient, la Fed a prêté en urgence et secrètement de l'argent aux banques. Au plus fort de la crise financière, elle a prêté en un seul jour près de 2 000 milliards



La Fed compte ses sous.

de dollars. Ces prêts ont été captés presque entièrement par les six plus grandes banques. La Fed a aussi baissé ses taux d'intérêt à zéro, jusqu'en décembre 2015. Les emprunts des banques ne leur ont donc rien coûté. De plus, la Fed a racheté aux banques pour près de 2 000 autres milliards de titres assis sur les subprimes et ne valant plus grand-chose. Elle a ainsi soulagé la bourgeoisie de titres toxiques, remplaçant les mauvaises dettes par de l'argent frais. La Fed a aussi acheté pour 2 500 milliards de bons du Trésor, dont certains étaient adossés aux subprimes que le Trésor avait déjà rachetés aux banques, et tout aussi pourris. En d'autres termes, la Fed a créé plus de 4 000 milliards de monnaie, l'équivalent de plus d'un cinquième du PIB annuel, et en a donné une grande partie aux banques, directement ou indirectement.

Les banques, de leur côté, ont pris comme prétexte les très bas taux de la Fed pour diminuer jusqu'à zéro la rémunération des dépôts de leurs clients, tout en utilisant ces dépôts pour acheter des bons du Trésor rémunérés à 2 % ou 3 %, captant l'essentiel des centaines de milliards d'intérêts sur la dette que l'État américain doit déboursier chaque année.

Quant aux milliers de milliards de dollars que les banques ont obtenus de la Fed, elles ne les ont pas prêtés, ni réinjectés dans l'économie. Elles les ont placés auprès de la Fed, qui leur a versé un intérêt de 0,25 %, ce qui est toujours plus que ce que les banques versent à leurs clients pour leurs dépôts. Cela a rapporté 6 milliards aux banques, sans qu'elles aient rien à faire d'autre que de redéposer à la Fed l'argent que celle-ci leur a donné.

RACHATS D' ACTIONS, DIVIDENDES ET DETTE DES ENTREPRISES EN HAUSSE

Tout cet argent public a permis aux plus grandes entreprises de voir leur situation financière se redresser spectaculairement à partir de 2009. En même temps, le chômage s'envolait, car la crise a été l'occasion pour elles de tirer le maximum de la main-d'œuvre, d'accroître la productivité, d'augmenter les cadences, tout en diminuant les salaires et les avantages sociaux. Les profits, en termes de part du PIB, ont vite atteint des records inégalés depuis 1929, sans que cela mène pour autant à de nouveaux investissements.

Ce que ces entreprises ont obtenu, elles l'ont transféré à leurs actionnaires et à leurs plus hauts dirigeants. Ces cinq dernières années, elles ont racheté leurs propres actions pour une moyenne de 500 milliards de dollars par an, pour augmenter le cours des actions. Ainsi le pétrolier ExxonMobil a racheté ses actions pour 30 milliards par an. Globalement, les plus grosses sociétés ont fait bénéficier leurs actionnaires de plus de 90 % des profits générés. Elles ont fait passer les dividendes servis aux actionnaires de 600 à 900 milliards par an, après impôt. La masse des dividendes, toutes entreprises confondues, atteint environ 10% du PIB.

Bien des entreprises ont profité de l'argent que la Fed met gratuitement à disposition du système financier pour emprunter afin de racheter des actions et de payer des dividendes toujours plus importants. Parmi elles IBM, Microsoft, Procter & Gamble, Pfizer, Bank of America ont dépensé plus que la totalité de leurs profits annuels, et parfois jusqu'à deux fois plus, en rachats d'actions et en dividendes servis à leurs actionnaires.

Cela a mené à une augmentation importante de leur dette et de la spéculation sur leur dette, ainsi que de la valeur de leurs actions. Au moment où la production est en récession, ou au mieux stagne, la valeur potentielle de la totalité des actions des entreprises américaines est évaluée à 26 000 milliards de dollars, soit une fois et demie le PIB annuel du pays.

Le très faible coût de l'argent emprunté a aussi stimulé une augmentation des fusions et acquisitions de sociétés. La valeur de ces opérations est de l'ordre de 4 000 milliards de dollars pour 2015 au niveau mondial, ce qui surpasse le record de 2007 avant l'effondrement. Aucune de ces fusions ou

acquisitions n'est de l'investissement productif. Les grandes entreprises deviennent géantes pour contrôler leur marché en absorbant des concurrents et pour augmenter les prix. Elles s'approprient leur production, après s'être débarrassées de ce qui ne semble pas rapporter assez de profits. Presque à chaque fois cela se traduit par des suppressions d'emplois et une augmentation de la dette des entreprises.

Aujourd'hui, la valeur des obligations émises par les entreprises en contrepartie de leurs emprunts se monte à 40 000 milliards de dollars, constituant un marché financier de premier ordre. La taille de ce marché est le double de celui des cinq plus grandes places boursières d'Asie et d'Europe combinées. Cette immense dette a permis d'augmenter considérablement la valeur des entreprises, et la fortune de la bourgeoisie qui les possède, tout en les fragilisant et en constituant une bulle spéculative de plus. Ce qui accroît le risque de crise financière.

Les capitalistes, tout en étant conscients de ce danger, sont incapables d'augmenter leur capital au travers d'investissements productifs. Ils se ruent tous fiévreusement sur la spéculation, en bonne partie sur les titres de dette variés qui abondent. Et plus les emprunts sont risqués, plus ils rapportent des taux d'intérêt élevés aux prêteurs et plus les instruments financiers sur lesquels ils se fondent intéressent les spéculateurs.

DE LA SPÉCULATION SUR LES SUBPRIMES À CELLE SUR LES LOYERS...

Ce mécanisme était déjà à l'œuvre avant 2007, avec les emprunts immobiliers qualifiés de subprimes. Il y avait eu une telle demande de titres basés

sur les hypothèques que les banques avaient tout fait pour pousser des ménages qui n'en avaient pas les moyens à acheter des maisons en les hypothéquant. Les banques avaient mélangé ces titres de dette risqués avec d'autres, au travers d'une titrisation rendant imperceptible le risque réel de défaut de paiement. Elles les avaient largement vendus, en truffant l'économie mondiale, jusqu'à ce que les défauts de paiement entraînent un chavirage général en 2007-2008.

En permettant aux banques et autres institutions financières de se sortir avantageusement de cette débâcle, le gouvernement américain et la Fed leur ont permis de tirer avantage des saisies immobilières. Incapables de faire face à leurs très coûteux emprunts, des millions de familles ont perdu leur maison au profit des banques. Parfois les banques ont revendu ces propriétés avec profit. Elles en ont aussi gardé pour les louer, et enclencher une titrisation similaire à ce qu'elles avaient fait avec les subprimes hypothécaires.

En quelques années, six millions de familles ont été chassées de leur logement, et cela continue pour plusieurs centaines de milliers par an pour encore au moins quelques années. Cette crise a provoqué une pénurie de logements qui pousse les loyers à la hausse, les familles les plus modestes devant y sacrifier une part toujours plus importante de leur revenu. Plus d'un quart des locataires voient plus de la moitié de leur revenu absorbé par leur loyer.

Les firmes de Wall Street y ont vu une opportunité. Elles mettent en œuvre à nouveau une titrisation, mais à présent les valeurs titrisées sont adossées aux paiements des loyers au lieu de l'être à ceux des hypothèques.

... SUR LES PRÊTS AUTOMOBILES...

Le marché des prêts à l'achat de voitures a explosé dans tout le pays. Au second trimestre de 2015, ces dettes ont dépassé pour la première fois les 1 000 milliards de dollars. Les prêts qui augmentent le plus vite sont les subprimes, prêts à fort taux d'intérêt s'adressant aux travailleurs qui ont déjà fait défaut auparavant sur d'autres remboursements d'emprunt. Au premier semestre 2015, le total de ces prêts automobiles subprimes a atteint 181 % du montant du premier semestre 2009, avec une valeur de 56,4 milliards de dollars.

Pour un emprunt destiné à l'achat d'une voiture neuve, un travailleur peut se voir imposer un taux d'intérêt annuel de 17 % à 18 % sur une durée moyenne de six ans, pouvant aller jusqu'à neuf ans. Ce taux peut grimper à 30 % pour l'achat d'une occasion. Ainsi, le coût de la voiture peut doubler et même tripler, ce qui est une charge intolérable. De plus, au bout du crédit, la voiture ne vaut plus rien. Les défauts de paiement n'ont pas tardé à s'accumuler, malgré tous les sacrifices que les gens font pour éviter la perte de ce moyen de transport indispensable pour travailler dans bien des zones du pays. Les saisies d'automobiles pour défaut de paiement ont presque triplé ces deux dernières années.

Wall Street pratique aussi une titrisation adossée aux dettes automobiles et les répand dans le système financier mondial. En hausse de 10 % par rapport à 2014, 70 milliards de ces titres ont été vendus en 2015. Le tiers est basé sur les emprunts subprimes, très demandés puisqu'ils rapportent beaucoup, mais très risqués également.

La presse économique tâche de minimiser ce problème, qui fait immédiatement penser à la

phase qui a précédé la crise des subprimes immobiliers de 2007. Elle explique que le montant des subprimes automobiles est encore faible, ce qu'elle expliquait il y a dix ans pour les subprimes immobiliers, qui représentaient 18 % du marché hypothécaire. Or ces subprimes faisaient partie d'une immense bulle spéculative et, quand ce marché s'est effondré, la crise s'est propagée très rapidement d'un secteur à l'autre, entraînant toute l'économie dans sa chute.

L'automobile est un secteur majeur de l'économie américaine. Ces prêts subprimes ont contribué à en élargir le marché, qui a doublé depuis 2009, passant de 9 à presque 18 millions de véhicules vendus en 2015. Les profits des constructeurs ont explosé, combinant leurs bénéfices directs sur les ventes avec ceux de leurs filiales financières, qui engrangent les intérêts liés aux prêts.

Les emprunts subprimes automobiles jouent donc le même

rôle que les subprimes immobiliers de la décennie précédente. Ils donnent un coup de fouet à l'économie en accumulant les risques de crise en cascade. La catastrophe de 2007-2008 a beau être récente, elle n'empêche en rien la folie financière de recommencer.

... ET LES PRÊTS ÉTUDIANTS

Les banques et les constructeurs automobiles ne sont pas les seuls à gonfler la bulle des emprunts subprimes pour extorquer l'argent des travailleurs qui essaient juste d'obtenir ce qui leur est indispensable, un logement et une voiture. Le gouvernement américain en fait tout autant.

C'est à présent le principal fournisseur de prêts étudiants, qui sont en fait un nouvel avatar des subprimes. Aujourd'hui, 41 millions de personnes doivent près de 1 500 milliards de dollars de prêts étudiants,



Après avoir frappé les propriétaires endettés, la spéculation menace maintenant les locataires.



Le diplômé qui s'est endetté pour payer ses études propose : «Au lieu de rembourser mon emprunt étudiant, je rends mon diplôme... Ça ne marche pas.»

un montant qui a triplé en une décennie. La montée en flèche du chômage suite à la crise de 2007-2008 a incité des millions de gens, dont nombre d'adultes retournant à l'université, à faire des études supérieures pour décrocher les diplômes leur permettant d'augmenter leurs chances d'obtenir un emploi. Ce qu'ils ont obtenu, en réalité, c'est un immense fardeau de dettes.

Les banques en profitent : elles détiennent 10% de ce marché, ce qui leur procure le paiement d'intérêts ; elles sont aussi des intermédiaires rémunérés pour les prêts étudiants accordés par l'État. Mais c'est l'État qui encaisse l'essentiel des intérêts des prêts étudiants. Pour

les deux années 2012-2013, il a perçu 86 milliards de dollars à ce titre, qu'il s'est employé à redistribuer en cadeaux aux grosses entreprises.

Tirant aussi profit de ce besoin d'éducation, les universités privées ont fait florès. Celles qui sont des filiales des grosses entreprises sont en réalité des arnaques : elles distribuent des formations et des diplômes ne valant pas grand-chose. Elles ont conquis le marché de l'éducation supérieure à mesure que le gouvernement diminuait les financements des universités publiques et rendait les études supérieures plus coûteuses, alors que leurs moyens et le nombre d'enseignants étaient en diminution.

À coup de publicité massive, les universités privées ont attiré des millions d'étudiants issus des milieux populaires, en se présentant comme un intermédiaire qui facilite l'obtention de prêts étudiants du gouvernement. Ces entreprises vendent des études et sont payées rubis sur l'ongle en captant les prêts de l'État, tandis que les étudiants ne détiennent plus que la dette.

Le gouvernement ne fait pas de cadeaux à ceux qui se sont endettés durant leurs études. Ceux qui ne peuvent pas rembourser leur emprunt se voient, en sus, appliquer des pénalités. Même la procédure de faillite personnelle n'annule pas ce type de dette, qui poursuit les gens jusqu'à la tombe. Près d'un million de retraités remboursent actuellement des prêts étudiants, que ce soient les leurs ou ceux de leurs enfants ou petits-enfants pour lesquels ils se sont portés garants. Un quart de ces retraités ont fait défaut sur ces remboursements, beaucoup subissant la saisie directe de 15% de leur pension de retraite.

En 2012, Obama a lancé un programme de rééchelonnement des dettes que de plus en plus d'ex-étudiants sont incapables de payer. Même si cela réduit les mensualités de plusieurs centaines de dollars, la durée du prêt augmente souvent de plus de dix ans. Au bout du compte, la somme des intérêts est augmentée et les gens restent prisonniers de ce piège encore plus longtemps.

Commençant leur vie active avec une dette considérable, nombre de travailleurs ne peuvent plus emprunter par la suite qu'aux taux très élevés de subprimes s'ils ont besoin d'acheter une voiture ou d'un prêt-relais pour payer leur loyer jusqu'au versement de leur salaire suivant. Tous ces prêts nourrissent le système financier et donnent à Wall

Street la matière première pour des titrisations juteuses.

UN SYSTÈME DESTRUCTEUR

Toute l'économie fonctionne comme une pompe géante alimentant une classe capitaliste avide. Les travailleurs, eux, accumulent les dettes et sont victimes d'usuriers modernes et de crises toujours plus dangereuses et destructrices.

Ce système ne peut être contrôlé ou régulé, car il est

fondé sur une seule logique : l'accumulation privée de profits et la concurrence pour en accumuler encore plus. La financiarisation croissante de l'économie, se nourrissant des intérêts des emprunts de toute sorte, enfonce toujours plus le capitalisme déclinant dans un océan de dettes.

Les opérations financières ne créent pas de richesses. Le capital n'est plus investi dans la production. Il est juste utilisé pour accaparer la richesse existante. C'est un parasite qui

visé à sucer l'argent partout où il peut en trouver. Le capitalisme se cannibalise lui-même, entraînant la grande majorité de la population dans la pauvreté, même sans effondrement brutal. Or un tel effondrement peut survenir à tout moment, car le système est miné par la montagne de dettes sur laquelle il est de plus en plus basé.

Le capitalisme ne peut être réformé. Il est néfaste et il faut s'en débarrasser.

2 janvier 2015



10/23

**Au casino de la Bourse, le spéculateur de Wall Street : « Ça y est, chérie, je le sens encore !
Je sens que je suis trop gros pour faire faillite ! »
L'Américain moyen : « Heu... Je crois que vous jouez avec mon argent... »**



Les puissances impérialistes face au chaos libyen

Depuis plus d'un an, le gouvernement français défend la nécessité d'une nouvelle intervention militaire occidentale en Libye. Les attaques et les attentats revendiqués par l'État islamique dans ce pays ces derniers mois ont donné de nouveaux arguments à Valls et à Le Drian pour préparer l'opinion à une nouvelle guerre. La formation d'un gouvernement d'unité nationale libyen et la nomination d'un Premier ministre désigné par l'ONU le 17 décembre dernier n'ont pas éloigné cette perspective. Au contraire, la création de ce gouvernement appuyé par les puissances occidentales n'est probablement que le préalable politique à une intervention militaire.

S'il est simple pour l'impérialisme de désigner un Premier ministre, il lui est infiniment plus compliqué de l'installer vraiment à Tripoli et de le doter d'un réel pouvoir, tant la Libye est morcelée et sous la coupe de multiples forces opposées. Aussi, selon *Le Figaro* du 23 décembre dernier, «*faute d'un accord politique [...] entre Libyens, la France "poursuivrait son travail" pour mettre sur pied une coalition militaire. L'Italie serait partante, la Grande-Bretagne également, et l'opération bénéficierait du soutien américain.*» Selon le même journal, l'intervention «*est jugée indispensable à l'horizon de six mois, voire avant le printemps*». Les apprentis sorciers qui ont mené la Libye au chaos en 2011 sont visiblement prêts à sévir de nouveau.

LA LIBYE DÉSAGRÉGÉE

En 2011, les dirigeants impérialistes sont intervenus dans la crise libyenne de façon improvisée. Les menaces contre la population de Misrata et de

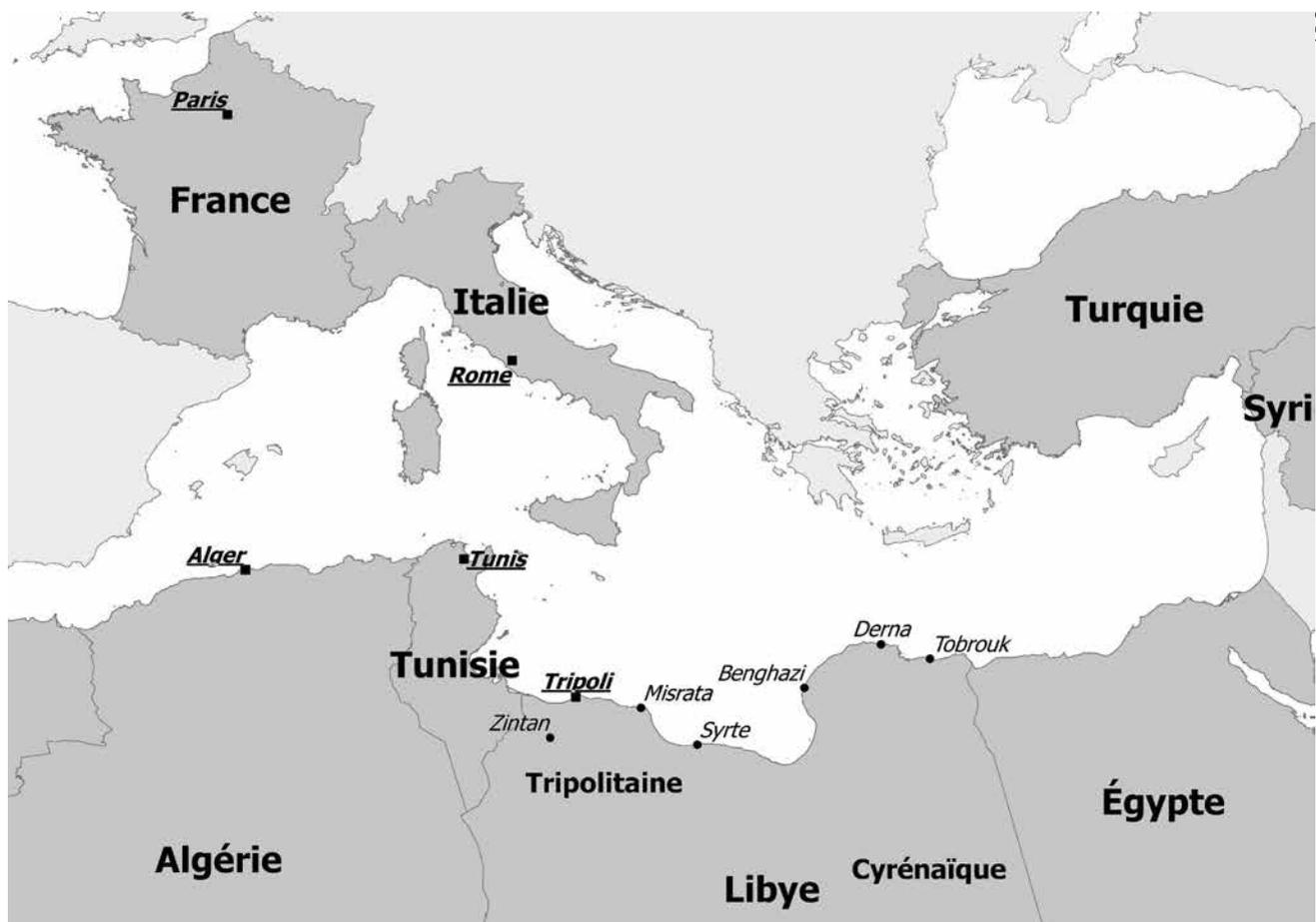
Benghazi ont servi de prétexte pour justifier leurs attaques aériennes et soutenir militairement les milices et les clans prêts à s'opposer à Kadhafi. L'occasion semblait bonne pour se débarrasser d'un dictateur qui jouissait à leurs yeux d'une trop grande indépendance, notamment grâce aux marges de manœuvre que les revenus du pétrole lui procuraient, et qui du coup n'était ni sous contrôle, ni complètement prévisible. Mais la Libye n'était un État centralisé qu'au travers de la

dictature de Kadhafi. Celui-ci savait non seulement réprimer férocement la population mais aussi acheter la paix en distribuant les revenus de la manne pétrolière aux différents clans et tribus. Au final, après l'intervention militaire de 2011, la dictature centralisée de Kadhafi a laissé la place à celle des milices et des chefs de guerre, avec en plus une guerre civile permanente et le marasme économique généralisé.

Après la chute de Kadhafi, les Occidentaux ont bien es-



2011 : les nouveaux maîtres de la Libye célèbrent les «libérateurs».



LDC

sayé de promouvoir un nouveau pouvoir central, avec le Conseil national de transition (CNT), formé d'opposants de fraîche date à Kadhafi, proches de l'appareil d'État. Mais toutes ces tentatives se sont heurtées à une force nouvelle, celle des milices qui s'étaient emparées sur tout le territoire de la réalité du pouvoir et qui depuis n'ont fait que progresser. Ainsi, alors qu'en 2011 il n'y avait que 25 000 combattants dans les milices « révolutionnaires », il y en aurait aujourd'hui entre 125 000 et 200 000, organisés dans 300 milices imposant chacune sa loi sur un bout de territoire. Vingt millions d'armes seraient en circulation, ce qui dans un pays de 7 millions d'habitants signifie des armes à chaque coin de rue. Ces milices, qui se sont armées pendant les huit mois de lutte contre le régime de Kadhafi en puisant dans ses stocks surabondants, se sont formées sur des bases locales, tribales, municipales,

religieuses ou pour un certain nombre simplement privées. Pour une partie des miliciens, les jeunes en particulier, la milice offre simplement un emploi et un revenu. Certaines milices, à l'est du pays (Benghazi par exemple) et au sud (les Touaregs, les Amazighs, les Toubous), ont eu dès le départ des revendications fédéralistes ou autonomistes, des revendications avec lesquelles Kadhafi composait grâce à l'argent du pétrole. Dans certaines villes, plusieurs milices sont toujours en concurrence pour le pouvoir. À Benghazi par exemple, les fédéralistes sont contestés par des milices islamistes radicales d'Ansar al-Charia, les milices qui dominaient également Syrte et Derna avant que l'État islamique ne s'en empare, ou par d'autres groupes plus ou moins liés à al-Qaïda.

Les plus puissantes des milices locales sont celles de Zintan et de Misrata. Ces deux villes, respectivement à l'ouest

et à l'est de Tripoli, ont vu s'organiser au cours de la lutte contre le régime de Kadhafi des coalitions comprenant 10 000 à 20 000 hommes en armes. Misrata, 400 000 habitants, est l'un des centres économiques les plus importants de la Libye. Aux côtés des chefs de guerre à la tête des milices de la ville, et en liaison étroite avec eux, domine le Club des businessmen, un club qui représente la bourgeoisie locale. Depuis 2011, il gère la municipalité, les hôpitaux, les services publics, a reconstruit sur ses fonds l'aéroport. Se considérant comme l'élite, il veut surtout être associé étroitement aux destinées de la Libye.

À la fin de la guerre civile de 2011, alors que Tripoli restait encore entre les mains des troupes de Kadhafi, tous les groupes armés locaux un tant soit peu importants ont convergé vers la capitale. Ils y sont restés, se partageant et se contestant les quartiers à

l'arme lourde. Quitter Tripoli aurait été renoncer à sa part de victoire, laisser le pouvoir aux autres, ce qui était pour tous ces clans rivaux simplement inenvisageable.

UN POUVOIR CENTRAL SANS FORCE

Dans ces conditions, le gouvernement central, le CNT d'abord puis à partir de 2012 le gouvernement libyen entre les mains de la faction dite nationaliste ou laïque, en fait des hommes d'affaires et des cadres de l'ancien régime, n'a jamais eu qu'un semblant de pouvoir. En dehors de quelques avions, contrôlés par des officiers de l'ancien régime ralliés, l'armée libyenne n'existe plus que sur le papier. Et il est notable que le premier gouvernement de transition ait eu en son sein un ministre de l'Intérieur originaire de Misrata et un ministre de la Défense originaire de Zintan ! Ce délicat équilibre des forces ne donnait pas pour autant plus de pouvoir : par exemple, en 2012, le ministère de l'Intérieur ne contrôlait officiellement que sept des soixante prisons ou centres de détention du pays, les autres étant tenus par les milices locales, le fils et présumé successeur de Kadhafi étant par exemple entre les mains des milices de Zintan. La grande qualité du gouvernement de Zeidan (novembre 2012 – mars 2014) a ainsi été sa capacité à négocier avec les uns et les autres sur un fond d'insécurité croissante.

La question de la mise en place d'un État centralisé capable d'imposer son autorité sur tout le territoire a ainsi toujours été posée depuis 2011 mais jamais résolue. Lâcher le pouvoir local au profit d'un pouvoir central n'était envisageable pour chacun des clans qu'en échange de positions sûres au sein du pouvoir central. La concurrence de ces di-

vers clans, appuyés chacun sur ses milices, a rendu impossible l'existence d'un tel pouvoir, et cela sans même parler des chefs de guerre dont l'horizon ne dépasse pas leur fief et qui ne se posent même pas cette question. Début 2014, le journal *Jeune Afrique* notait ainsi que « *le pouvoir se retrouve entre les mains des milices, des entrepreneurs et des maires* », et certainement pas entre les mains du gouvernement. Il décrivait ainsi la situation sous le gouvernement Zeidan : « *Chaque semaine, ministres et députés sont la cible d'enlèvements à Tripoli. Chaque jour, des assassinats sont commandités. Fin décembre 2013, le nouveau chef des renseignements était tué à Derna.* » Zeidan lui-même a été enlevé pendant quelques heures en octobre 2013. Plus important, ce gouvernement n'avait même plus la main sur les installations pétrolières. Si à la mi-novembre 2013 les tribus toubous et berbères avaient levé leur blocage sur les complexes gaziers et pétroliers du Sud, une autre milice de Cyrénaïque décidait de continuer à bloquer ceux de sa région, avec le soutien des tribus, causant des pertes chiffrées à 10 milliards de dollars en six mois et aggravant le marasme économique. Insécurité permanente, officiellement 30% de chômage, dégradation des conditions de vie : la population paye cher la situation. Mais la Libye nouvelle fait quand même son lot d'heureux : une étude classe la Libye au 5^e rang parmi les pays les plus corrompus au monde.

2012 – 2014, LA LUTTE DES CLANS

En 2012, le pouvoir central et le Parlement, le Congrès général national (CGN), étaient entre les mains de ceux que les Occidentaux appellent les libéraux ou les nationalistes, en fait essentiellement des hommes

d'affaires, des représentants de la bourgeoisie, souvent des anciens opposants proches de l'appareil d'État. Regroupés au sein de l'AFN, liés à certaines milices de l'Est (Tobrouk, Benghazi) et de l'Ouest (Zintan), ils prenaient officiellement le pouvoir avec la nomination de Zeidan comme Premier ministre.

Les Occidentaux, qui avaient contribué à la destruction de l'État libyen, espéraient alors reconstruire une autorité centrale en s'appuyant sur des hommes de l'AFN, cela de préférence à la minorité islamiste, liée aux Frères musulmans égyptiens, moins connue d'eux et moins contrôlable de leur point de vue. Mais cette petite minorité islamiste alliée aux représentants de Misrata a pesé de plus en plus au sein du Parlement, au point que, fin 2013, les islamistes l'influençaient fortement, le faisaient voter en faveur de l'application de la charia. C'est ainsi qu'un islamiste, Abou Sahmein, fut porté à sa présidence en mars 2014. Ce dirigeant d'une entreprise d'État sous Kadhafi, emprisonné pour avoir financé une mosquée, lié aux plus riches du pays, ex-chef de la milice qui avait enlevé Zeidan pendant quelques heures en octobre 2013, soutenu par les islamistes et par les milices de Misrata, devint *de facto* chef de l'État. Le CGN démit ensuite le Premier ministre Zeidan et le nouveau, al-Theni, réussit à imposer de nouvelles élections pour juin 2014. Tout cela marquait globalement la progression du camp islamiste modéré au sein des institutions. Le pouvoir central, aussi faible fût-il, échappait progressivement aux clans liés à l'AFN.

LA DEUXIÈME GUERRE CIVILE

La réaction de ces clans ne se fit pas attendre. Elle vint d'abord d'un général à la retraite, l'ambitieux Haftar.

Ancien officier de l'armée libyenne, capturé en 1987 par le Tchad lors de la guerre entre les deux pays, recruté alors par la CIA et réfugié aux États-Unis avant de revenir en 2011 lors de l'effondrement du régime de Kadhafi, Haftar n'arriva pas alors à se positionner en leader de l'opposition. En mai 2014, il crut que son heure était venue. Haftar, en s'appuyant d'abord sur l'Armée nationale libyenne, en fait une milice de 5000 hommes qu'il avait recrutée, lança son opération « dignité » avec l'objectif d'exterminer tous les islamistes, radicaux ou modérés. Haftar rallia autour de lui une partie de l'état-major, des hommes d'affaires liés à l'AFN, une partie des milices de l'Est et, à l'Ouest, les milices de Zintan qui tenaient toujours l'aéroport et certains quartiers de Tripoli.

En réponse à cela, les islamistes formèrent avec les milices de Misrata la coalition Fajr Libya (Aube de la Libye). Cette nouvelle guerre civile n'eut ni vainqueur ni vaincu, aboutissant seulement à une délimitation plus nette de deux camps. Les milices de Zintan perdirent leurs positions à Tripoli au profit de celles de Misrata, malgré l'intervention de l'Égypte et des Émirats arabes unis qui envoyèrent leurs avions bombarder ces dernières. La situation portait en germe une régionalisation du conflit, d'autant plus que la Turquie et le Qatar prenaient position pour Fajr Libya.

Le nouveau Parlement (la Chambre des représentants, CDR), élu le 25 juin 2014 par seulement 630 000 électeurs, dominé par ceux que Haftar avait regroupés autour de lui, dut se réunir non pas à Tripoli, passé entre les mains de ses ennemis, mais à Tobrouk. Il garda le soutien officiel de l'ONU et des États-Unis. Le CGN quant à lui accusa le nouveau Parlement d'être illégitime et illégal, refusa de se dissoudre



Une rue de Benghazi en avril 2015.

et devint de fait le Parlement de Fajr Libya, s'imposant à l'ouest du pays.

Cette deuxième guerre civile a fait probablement 5000 morts et provoqué le déplacement de dizaines de milliers de civils. Si l'intensité du conflit a diminué au cours de l'année 2015, suite aux revers répétés de Haftar et de ses alliés, il aura cependant délimité deux camps principaux, de force égale et dotés chacun d'un gouvernement et d'un territoire plus ou moins homogène. Mais, plus que de deux forces centralisées, il s'agit toujours de coalitions de forces s'étant trouvé un ennemi commun, les concurrents d'en face.

L'ÉTAT ISLAMIQUE EN LIBYE

C'est dans ces conditions de guerre civile et d'absence de pouvoir centralisé que l'État islamique a commencé à s'implanter en Libye à l'automne 2014. Il y compterait entre 1500 et 3000 combattants, certains revenus de Syrie pour s'opposer à l'opération « dignité », d'autres arrivent des pays limitrophes (Algérie, Tunisie, Mali, Soudan) mais aussi plus simplement issus de certaines milices sur place qui s'y sont ralliées.

Derna, situé à l'est de Ben-

ghazi, a été le premier fief où l'État islamique a imposé sa dictature aux populations locales. Il a ensuite mis la main sur Syrte, en combattant des milices alliées à Fajr Libya et en obtenant le ralliement d'une partie de celles d'Ansar al-Charia. À partir de Syrte, l'État islamique a étendu son pouvoir sur une bande côtière de plusieurs dizaines de kilomètres. En juin 2015, il a perdu sa base de Derna au profit d'un autre groupe islamiste radical, plus en liaison avec al-Qaïda. En février 2015, l'assassinat de 21 Égyptiens de confession copte par l'État islamique entraîna l'intervention de l'armée égyptienne qui bombardait ses positions. Cela ne freina en rien sa progression. Fin 2015-début 2016, il était en capacité de lancer des offensives militaires en direction des puits de pétrole au sud de Syrte et de multiplier les attentats tant à l'ouest qu'à l'est du pays.

La présence de l'État islamique en Libye n'est qu'un facteur de déstabilisation supplémentaire dans une région déjà éclatée, sans quoi deux mille ou trois mille combattants ne devraient pas peser bien lourd face aux milices de Misrata ou à celles de Haftar. Ces combattants peuvent survivre et progresser seulement parce que les

deux camps principaux sont en lutte entre eux, et parce que, au sein même de ces camps, l'unité n'est que de façade. Quant à la population locale, elle en est réduite à subir la dictature des uns ou des autres.

À LA RECHERCHE D'UN NOUVEAU POUVOIR FORT

La présence de l'État islamique sert par contre ceux qui, parmi les dirigeants, défendent l'option d'une intervention militaire. C'est bien sûr un facteur supplémentaire de déstabilisation de la région, et en particulier de la Tunisie où l'État islamique a déjà su recruter plusieurs milliers de combattants, partis en Syrie et en Irak. Mais, même sans sa progression, la partition de fait de la Libye en plusieurs pouvoirs locaux, rivaux, eux-mêmes instables, contestés de l'intérieur, est un problème. Si l'existence des deux gouvernements rivaux se prolongeait, si la partition du pays s'officialisait, il est probable que la guerre civile reprendrait, avec le but notamment pour chaque camp de s'approprier la plus grande partie des richesses pétrolières. Cela ne manquerait sans doute pas de déstabiliser un peu plus la région, en entraînant dans un conflit les alliés de chaque camp. L'implication de l'Égypte lors de la bataille pour l'aéroport de Tripoli en a fourni l'illustration.

Il y a cependant d'autres raisons qui poussent l'impérialisme à intervenir, et en particulier la question des frontières et des migrants. L'un des grands atouts de Kadhafi auprès des dirigeants impérialistes était les barrières qu'il avait su dresser pour empêcher les migrants d'Afrique, fuyant la misère et les guerres, de traverser la Méditerranée et de rejoindre l'Europe. Aujourd'hui, les côtes libyennes sont l'un des principaux points de passage,

où des centaines de milliers de migrants sont rackettés avant de pouvoir tenter la traversée au péril de leur vie. En 2014, 110 000 migrants ont réussi la traversée à partir de la Libye. Dans la première moitié de 2015, 2 800 y ont perdu la vie. Pour les dirigeants européens, le problème n'est pas de sauver ces migrants en les arrachant au pouvoir des passeurs par l'ouverture des frontières. Ils attendent au contraire de la Libye qu'elle les referme soigneusement, ce qui semble manifestement impossible sous le règne des milices.

Et puis il y a la question du pétrole. La Libye est le pays d'Afrique ayant les plus grandes réserves. La production pétrolière ne serait aujourd'hui qu'au tiers de ses possibilités, car les installations pétrolières, les puits, les pipelines, les terminaux sont sous la coupe de différents clans pouvant chacun fermer le robinet. Ceux des États impérialistes qui contribueront à installer un pouvoir stable en mesure d'exploiter les ressources pétrolières comptent bien en être remerciés en retour.

LES HÉSITATIONS DE L'IMPÉRIALISME

L'une des options discutées depuis plusieurs mois par les dirigeants impérialistes est celle d'une intervention militaire. Mais la partition en deux camps de force équivalente a longtemps rendu caduque cette option. Intervenir pour soutenir le gouvernement de Tobrouk, le gouvernement officiel, contre Fajr Libya aurait alors plus que toute autre chose déchaîné la guerre civile et régionalisé le conflit.

L'irruption en Libye de l'État islamique a à la fois modifié le calendrier et donné de nouveaux arguments et de nouvelles perspectives à une in-

tervention. C'est au nom de la lutte nécessaire contre ce nouvel ennemi commun que l'impérialisme a poussé à la réconciliation, si ce n'est les deux factions, au moins des parties d'entre elles. Depuis septembre 2014, les missions diplomatiques de l'ONU se sont succédées, avec l'objectif de créer un gouvernement d'unité nationale censé représenter toute la Libye. Plusieurs fois déjà, les diplomates de l'ONU ont annoncé avoir réussi. En octobre 2015, l'accord fut bloqué dans chaque camp : le CGN de Tripoli, le trouvant trop favorable à Tobrouk, ne fournit jamais la liste des candidats ministres que l'ONU se réservait d'avaliser. En même temps, les « durs » du Parlement de Tobrouk, hostiles à tout compromis avec le CGN, empêchèrent le vote des députés sur la question. En fait, chaque camp défendait sa parcelle de pouvoir et faisait monter les enchères.

Le bombardement des positions de l'État islamique le 14 novembre 2015 par les avions américains vint rappeler à ceux qui traînaient les pieds à Tobrouk ou à Tripoli que les États-Unis sauraient intervenir militairement, avec ou sans leur consentement. Alors, mieux valait pour eux avoir l'air d'approuver ! Les négociations reprurent donc et se poursuivirent jusqu'en décembre entre différents émissaires des deux Parlements et autres personnalités politiques représentant plus ou moins quelque chose, mais désavoués d'avance par les deux présidents des Parlements de Tripoli et de Tobrouk qui déclaraient alors que « *les négociateurs libyens ne représentaient qu'eux-mêmes* ». Après que John Kerry eut brandi une menace à peine voilée en déclarant que « *celui qui cherchera à faire échouer ces négociations en paiera le prix* », les parties en présence accouchèrent le 17 décembre lors de la conférence de Rome, en

présence de chefs d'État des principales puissances occidentales, de l'accord politique libyen dit de Skhirat, du nom de la ville marocaine où il a été signé par des représentants plus ou moins mandatés de chaque camp, et prévoyant la formation d'un gouvernement d'entente nationale. C'est cet accord que le Conseil de sécurité de l'ONU a salué d'une résolution, le 23 décembre, reconnaissant ce nouveau et troisième gouvernement comme le seul gouvernement libyen, la seule autorité, ayant donc la possibilité de faire appel à une intervention étrangère.

VERS UNE INTERVENTION MILITAIRE ?

Au 28 janvier 2016, le nouveau gouvernement d'unité nationale n'existait toujours que par son Premier ministre Fayeze Sarraj. Son siège n'est ni à Tobrouk ni à Tripoli mais à Tunis. Quant à sa légitimité, elle souffre pour de nombreux Libyens d'un terrible handicap à la naissance, celui d'avoir été accouché au forceps par les puissances occidentales et de n'en être en fait que la marionnette. Cela s'ajoute au fait qu'il est déjà le troisième gouvernement à prétendre gouverner la Libye.

Il semble qu'une partie de la bourgeoisie libyenne, en particulier celle de Misrata, ait choisi d'adhérer aux exigences de l'impérialisme en soutenant ce nouveau gouvernement. Cela n'a pu se faire qu'au prix de concessions dont on connaîtra certainement les tenants et les aboutissants un jour ou l'autre. Si cette défection se confirmait, elle serait de taille pour Fajr Libya. Pour autant qu'il existe vraiment une bourgeoisie libyenne, celle-ci aurait intérêt à l'émergence d'un pouvoir central, capable de restaurer suffisamment de stabilité et d'ordre, ne serait-ce que pour que le



Fayeze Sarraj.

pétrole puisse de nouveau couler à flots. Mais chaque clan, à Misrata, à Tripoli ou à Benghazi, ne soutiendra un pouvoir central qu'à la condition que ses intérêts propres soient sauvegardés. Et si certains gagnent au niveau national, d'autres ne peuvent qu'y perdre... C'est ce qui explique que le Parlement de Tobrouk ait refusé le 26 janvier d'avaliser le premier cabinet ministériel présenté par Fayeze Sarraj, sous la pression des perdants d'alors, Haftar et Zintan. Tout cela sans compter les préoccupations des chefs de milice qui règnent en seigneurs de guerre sur des bouts de territoire et qui s'opposent, tant qu'ils le pourront, à tout pouvoir central qui limiterait leurs prérogatives.

Quel est le calcul des dirigeants impérialistes ? Pour que Fayeze Sarraj ne se retrouve pas dans la même situation que le CNT en 2011, il lui faut des troupes indépendantes sur qui il peut compter. Sans une telle intervention, les moyens de Fayeze Sarraj se réduisent à ce que ses alliés libyens du moment sont prêts à lui donner. Cela fait de lui leur otage. Il est

donc probable que Fayeze Sarraj, qui n'est en fait que l'obligé des puissances impérialistes, fasse appel au soutien de la communauté internationale, selon la formule consacrée. Des troupes pourraient alors être envoyées pour répondre à l'appel de ce gouvernement d'« unité nationale » sans que la moitié de la Libye se lève immédiatement contre lui.

Déjà, l'Italie, la France le Royaume-Uni et l'Allemagne ont annoncé qu'ils étaient prêts à soutenir le gouvernement. Pour le gouvernement allemand, « *le plus important consiste aujourd'hui à stabiliser la Libye et à tout mettre en œuvre pour qu'un gouvernement fonctionnel y apparaisse. Ce dernier aura sous peu besoin d'une assistance pour établir le droit et l'ordre dans le pays.* » La France et l'Italie sont en concurrence directe pour prendre la tête d'une intervention militaire, l'Italie reprochant à la France de vouloir brûler les étapes pour pouvoir poser une option sur le pétrole libyen, alors que c'est l'Italie, ancienne puissance coloniale, qui en a eu la primeur jusque-là.

Si l'intervention militaire est une probabilité, et non une certitude, on sait au moins qu'elle se ferait au nom de la recherche de la paix, de la stabilisation de la Libye, de la réconciliation nationale derrière le gouvernement... Mais, dans les faits, il s'agira de donner à celui-ci les moyens de s'imposer, c'est-à-dire des troupes. Comme en Afghanistan ou en Irak, avec la réussite que l'on sait, il sera question de protéger le nouveau gouvernement, de former et d'encadrer les nouvelles troupes officielles, et d'imposer par les armes à ses adversaires de respecter ce gouvernement, voire d'essayer de désarmer les milices récalcitrantes. Selon *Le Figaro* et *Le Canard enchaîné* du 23 décembre dernier, la France mettrait sur pied une coalition internationale de 6 000 hommes, « destinée à appuyer les forces libyennes, à aider à leur restructuration mais aussi à sécuriser les institutions du futur gouvernement d'union ».

Quelles que soient finalement les modalités de cette intervention, les pays impérialistes imposeraient ainsi en Libye leurs intérêts et leurs hommes. Les éventuels bombardements pourront être justifiés au nom de la lutte contre le terrorisme de l'État islamique et de ses alliés. Ils pourront servir au passage à contraindre les récalcitrants à se rallier. Qui ira vérifier si les bombes occidentales tombent sur l'État islamique ou sur des populations ou des tribus justes réticentes à l'idée de se soumettre aux nouvelles autorités ?

Le gouvernement d'unité nationale récemment mis en place apparaît donc comme le paravent politique nécessaire à l'envoi de troupes et aux bombardements. Mais, loin d'en finir avec le désordre libyen, les puissances occidentales prendraient là le risque, encore une fois, de l'aggraver, comme chaque fois qu'elles sont intervenues quelque part, en Irak ou en Afghanistan. Le simple

envoi de troupes à la demande d'un gouvernement d'unité nationale trop visiblement aux ordres des dirigeants impérialistes pourrait radicaliser une partie des milices, qui rejoindront alors les rangs de l'État islamique ou d'al-Qaida. Et rien ne dit que ces combattants bombardés par les avions occidentaux ne chercheront pas refuge dans les pays limitrophes, en Tunisie notamment, y transportant alors leur pouvoir de déstabilisation. Avec ou sans gouvernement d'unité nationale pour la légitimer, une nouvelle intervention militaire des puissances occidentales en Libye risque d'aggraver encore la situation. De l'Afghanistan à l'Irak, et de la Syrie à la Libye, les conséquences des interventions impérialistes, toujours sous prétexte d'apporter la paix et la démocratie, se résument à un chaos croissant, accompagné de souffrances sans fin pour les populations.

28 janvier 2016

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- **Afrique du Sud : de l'apartheid au pouvoir de l'ANC** (n° 118, 29 janvier 2010)
- **L'Afrique malade du capitalisme** (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- **Moyen-Orient : la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme** (n° 138, 14 novembre 2014)
- **Israël-Palestine : comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique** (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- **Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine** (n°140, 6 mars 2015)
- **L'Europe : ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter** (n° 136, 11 avril 2014)
- **L'immigration dans l'Europe en crise** (n° 135, 24 janvier 2014)
- **La Grèce face à la crise** (n° 133, 14 juin 2013)
- **Allemagne : vingt ans après, où en est la réunification ?** (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- **Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis** (n° 105, 24 novembre 2006)

ASIE

- **Afghanistan, Pakistan : toute une région déstabilisée par l'impérialisme** (n° 128, 18 novembre 2011)
- **L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité** (n° 102, 10 mars 2006)
- **La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ?** (n° 101, 27 janvier 2006)

- **Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme** (n° 143, 9 octobre 2015)



- **La longue lutte des Noirs américains** (n° 142, 19 juin 2015)

FACE À LA FAILLITE DU CAPITALISME, ACTUALITÉ DU COMMUNISME

- **Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière** (n° 115, 1^{er} trimestre 2009)

IDÉES/HISTOIRE

- **Temps de travail, salaires et lutte des classes** (n° 141, 10 avril 2015)
- **Développement des sciences et fondements des idées communistes** (n° 139, 23 janvier 2015)
- **Guerre de 1914-1918 : la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier** (n°137, 19 septembre 2014)
- **La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines** (n° 131, 22 février 2013)
- **La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière** (n° 130, 25 janvier 2013)
- **Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression** (n° 129, 16 novembre 2012)
- **Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement** (n°126, 13 mai 2011)
- **Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes** (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- **Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation** (n° 124, 4 mars 2011)
- **Les religions, l'athéisme et le matérialisme** (n° 123, 28 janvier 2011)
- **Les syndicats hier et aujourd'hui** (n° 121, 15 octobre 2010)
- **La décroissance : faire avancer la société à reculons** (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- **L'enseignement public** (n° 114, 30 janvier 2009)
- **Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement** (n° 111, 13 juin 2008)
- **La grande bourgeoisie en France** (n° 110, 18 avril 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant 5 timbres à 0,70 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver Lutte de classe ?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché aux poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

La Passerelle
16 bis, rue de la Sous-préfecture

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}
Librairie de l'arbre
13, rue des Trois-Mages

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenastr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX <http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter Abonnement un an : Allemagne 11 €, autres pays 15 € Correspondance : Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN <http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE

Lutte ouvrière
Arbeidersstrijd
communiste trotskiste
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd Adresse : BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE <http://www.lutte-ouvriere.be> <http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance : boletinvozobrero@yahoo.es APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA <http://www.vozobrero.org>

ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique six mois : 13 \$ - un an : 26 \$ Autres pays, 6 mois : 19 \$ - un an : 37 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 2120 <http://www.the-spark.net>



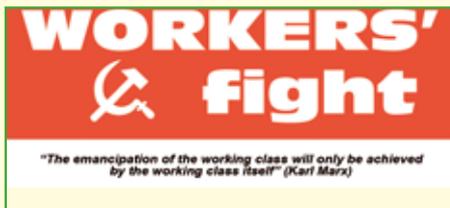
Revue trimestrielle publiée par The Spark Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique, un an (4 numéros) : 16 \$ Autres pays, un an (4 numéros) : 25 \$ Adresse : PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste Prix : 1,20 € Abonnements : France - DOM TOM, six mois : 20 € ; un an : 40 € Autres pays, par avion, sous pli fermé : nous consulter Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel Abonnement : écrire à la boîte postale <http://www.w-fight.org> contact e-mail : contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight BM ICLC - LONDON WC1N 3XX Abonnement 1 an : GB £8 - Reste de l'Europe : £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste Abonnement un an : Pli fermé : 30,50 € - Pli ouvert : 23 € Guadeloupe : Combat ouvrier - Philippe Anais 1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille - 97128 GOYAVE Martinique : Combat Ouvrier - Louis Maugée BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX <http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI) BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI e-mail : vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste via Nievio Ippolito 32-57100 LIVORNO - ITALIA Abonnement 1 an : 12 € <http://www.linernazionale.it> - contact e-mail : l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe) Mensuel trotskyste Correspondance : BM ICLC - LONDON WC1N 3XX <http://www.sinifmucadelesi.net>

